

Vincent Reynouard

**MESDAMES, MESSIEURS,
SEREZ-VOUS LES COMPLICES
DE MON
ASSASSINAT PROFESSIONNEL ?**

Quintessence de l'exposé présenté
le lundi 14 avril 1997
devant la Commission de discipline

**I AM IN EARNEST.
I'LL NOT EQUIVOCATE.
I'LL NOT EXCUSE.
I'LL NOT RETREAT A SINGLE INCH.
AND I'LL BE HEARD.**

Auto-édité par Vincent Reynouard
Avril 1997

Sommaire

Première partie

Les faits

I) Une affaire qui débute sans qu'il y ait eu une seule plainte	3
II) M. le Recteur ne pensait pas que mes « fautes » méritaient une suspension	3
III) Un petit secret gardé par M. le Recteur	5
IV) Les enquêtes menées contre moi après les vacances de Noël n'ont aucune valeur	6

Deuxième partie

Quelques précisions afin de mieux appréhender les faits qui me sont reprochés

I) Sur les trois exercices qui me sont reprochés	15
II) Sur les fax reçus	22
III) Sur l'utilisation de l'ordinateur a des fins privées	22
IV) Sur le soutien de mes élèves	25

Dernière partie

Ne servirai-je pas de « parapluie » à M. le Recteur ?

I) Un sujet d'Histoire « critiquable » donné au BEPC en juin 1996 et qui inquiète M. le Recteur	30
II) Preuves que mon affaire n'est qu'un machination ourdie contre moi	35

Conclusion générale

49

Annexes

Première partie

Les faits

I) Une affaire qui débute sans qu'il y ait eu une seule plainte

Mon affaire a débuté sans qu'il y ait eu plainte :

- ni d'un quelconque élève ;
- ni d'un quelconque parent d'élève ;
- ni d'un quelconque de mes collègues.

Le 19 décembre 1996, jour de ma suspension, le LEP où je travaillais depuis plus d'un an était parfaitement calme.

II) M. le Recteur ne pensait pas que mes « fautes » méritaient une suspension

Lorsque mon affaire a débuté, M. le Recteur avait connaissance :

a) De deux fax privés qui m'étaient arrivés directement sur l'appareil du lycée¹ ;

b) De l'utilisation que j'avais faite d'un ordinateur de l'Établissement afin d'y stocker :

- i) un manuscrit sur la tragédie d'Oradour² ;
- ii) quatre textes révisionnistes (« Holocauste : le fiasco », « Dois-je encore croire que les nazis ont exterminé 6 millions de Juifs ? », « Êtes-vous victime de la propagande des faussaires ? », « Déportation et Génocide des Juifs sous Hitler... »)³.

¹ Pièce F 10 (ces références sont celles de mon dossier administratif).

² Pièce F 28 bis

³ Pièce F 9.

c) De trois exercices que j'avais donnés à mes élèves⁴ et qui furent qualifiés tout d'abord d'« *indélicats* » puis de « *morbides et ambigus* »⁵.

Ces faits pouvaient-ils entraîner une suspension ?

Pour répondre à cette question, il suffit d'étudier le comportement du Recteur dans cette affaire.

1°) Dans sa lettre du 16 décembre à ses supérieurs, M. le Recteur ne parlait pas de suspension

Dans une lettre du 16 décembre adressée au Conseiller Technique du Ministère de l'Éducation nationale, M. le Recteur a écrit :

J'ai maintenant l'intention de convoquer [M. Reynouard] en présence de son chef d'établissement pour lui signaler que je lui inflige un blâme à la suite du rapport d'inspection, et que je demande au proviseur de surveiller ses agissements et notamment l'utilisation qu'il fait des moyens de l'établissement. J'aurai l'occasion de le faire inspecter au printemps⁶.

De façon certaine, M. le Recteur n'a pas écrit cette lettre précipitamment ; il l'a écrite après réflexion. Par conséquent, ce document démontre que, dans l'esprit de M. Lucas :

- les exercices que j'avais donnés à mes élèves méritaient un blâme ;

⁴ Voy. annexe I.

⁵ Pour le terme « *indélicat* », voy. le communiqué de l'AFP du 8 janvier 1997 (pièce G2 dans mon dossier) : « *Selon ce rapport [d'inspection], Vincent Reynouard proposait en outre à ses élèves certains travaux de mathématiques qualifiés "d'indélicats"* ». Pour les termes « *ambigus et morbides* », voy. le mémoire en réplique de M. le Recteur devant le Tribunal administratif, p. 1 : « *Après avoir été averti le 26 novembre 1996 que M. Reynouard avait donné des exercices de mathématiques ambigus et morbides...* ».

⁶ Voy. la pièce G1.

- l'utilisation que j'avais faite de l'ordinateur du lycée ne méritait aucune sanction. On se contenterait de me surveiller désormais afin qu'un tel fait ne se reproduise plus.

Pendant deux jours, encore, la position du Recteur n'a pas varié. Le 18 décembre, en effet, celui-ci n'a pas évoqué devant moi la possibilité d'une suspension. Il m'a déclaré que, soucieux de protéger les élèves dont il avait la charge en tant que Recteur, il avait donné l'ordre à M. Montagne de me « *surveiller de très près* » et que, désormais, je serais « *inspecté très régulièrement* ».

Par conséquent, du 16 au 18 décembre (soit pendant deux jours), M. Lucas, qui avait eu l'occasion de bien réfléchir sur mon cas, estima que mes « fautes » ne méritaient pas une suspension brutale.

2°) Par la suite M. le Recteur a tenté de cacher sa lettre du 16 décembre

Afin d'occulter ce fait, M. le Recteur a caché sa lettre du 16 décembre au Ministère de l'Éducation nationale. Celle-ci a été tout simplement retirée de mon dossier administratif. Il a fallu que j'en demande la production par lettre RAR du 27 mars pour que, enfin, M. le Recteur la produise.

III) Un petit secret gardé par M. le Recteur

Le 19 décembre, pourtant, M. Lucas décida de me suspendre. Bien plus, il alla jusqu'à porter plainte contre moi devant le Tribunal correctionnel de Lisieux. Comment expliquer un tel retournement ? Comment expliquer que ce qui, hier, ne méritait qu'un blâme et une étroite surveillance mérite soudainement une suspension brutale et des poursuites en justice ? M. le Recteur ne s'est jamais expliqué.

[Déposant comme témoin le 14 avril devant la Commission de discipline, M. le Recteur s'est enfin expliqué. En présence de

15 personnes, il a déclaré que son changement d'attitude avait sa source dans le fait que, lors de notre entrevue du 18 décembre dans son bureau, je n'avais manifesté aucun sentiment de repentir.]

IV) Les enquêtes menées contre moi après les vacances de Noël n'ont aucune valeur

A partir de la rentrée, les autorités vont rechercher avec frénésie des charges contre moi. Pour cela, deux enquêtes seront diligentées :

- i) Une enquête effectuée, à partir du 9 janvier 1997, au sein même du LEP par M. le Proviseur⁷ ;
- ii) Une enquête effectuée, du 13 au 14 février 1997, sur demande du Ministre, par deux Inspecteurs généraux (Martine Storti, Inspectrice générale Etablissements et Vie scolaire, et André Warusfel, Inspecteur général de Mathématiques)⁸.

Je note tout d'abord que ces enquêtes survenaient après ma suspension. Dans cette affaire, les autorités ont donc sanctionné d'abord (pour des motifs qui ne méritaient pas une telle décision) et ont cherché à justifier ensuite.

De plus, j'affirme que ces enquêtes n'ont aucune valeur pour les raisons suivantes :

a) J'étais déjà en position d'accusé

Ces enquêtes se sont déroulées alors que j'étais en position d'accusé et que les passions étaient déchaînées. A la télévision notamment, des images d'archives vieilles de cinq ans avaient été diffusées qui me montraient arrivant, entre deux hommes, au Tribunal de Caen lors de mon premier procès à sensations. A Honfleur, des personnes évoquaient mon ancienne appartenance au Parti

⁷ Les témoignages recueillis à cette occasion figurent dans mon dossier administratif, liasse F.

⁸ Voy. le rapport de ces deux Inspecteurs, présent dans mon dossier, liasse C.

Natinaliste Français et Européen (PNFE) et mon apparition à la télévision en uniforme de ce parti⁹. Or, point n'est besoin d'être psychologue pour comprendre que les témoins sont sensibles au climat général et à la situation dans laquelle se trouve la personne qui est l'objet de l'enquête. Lorsque, dans un climat d'hostilité générale, celle-ci est placée en position d'accusée, les témoignages deviennent nettement plus défavorables.

Je ne citerai qu'un seul exemple, celui d'une de mes collègues, Madame Véronique Tissier. Ce professeur enseigne à tous les élèves du LEP. Dans son témoignage écrit du 16 janvier, elle affirme « *essayer de retransmettre au mieux les dire des élèves et questions formulées après avoir assisté aux cours de M. Reynouard* »¹⁰. Au fil des lignes, on apprend que V. Reynouard parlait des vaccins, du SIDA ou du Diable à ses élèves (ce que je ne conteste nullement). Véronique Tissier écrit que non seulement le comportement de V. Reynouard face à ses élèves « *ne facilitait pas [s]on travail* » à elle, mais que, « *nos élèves [étant] fragiles, naïfs* », il était à craindre que les discours tenus en classe par l'enseignant suspendu ne leur avait « *porté préjudice* ».

Depuis un an, donc, Madame Tissier voyait un de ses collègues non seulement saper son travail mais également tenir des discours qu'elle estimait préjudiciables aux élèves. Dès lors, pourquoi n'a-t-elle pas réagi plus tôt ? Pourquoi n'a-t-elle pas, dans un premier temps, été parler à ce collègue dérangeant ? En guise de réponse, elle écrit : « *Je n'ai jamais pu en discuter avec Mr. Reynouard, celui-ci ne venant jamais en salle des professeurs* ». Faux et puérile ! Certes, je ne venais que rarement en salle des professeurs, mais j'y venais tout

⁹ Voy. notamment *Le Pays d'Auge*, 14 janvier 1997, article intitulé : « Un reportage télé sur les réseaux nationalistes d'extrême-droite en question » : « *Car si ouvertement personne n'y fait allusion, "on en parle" de cette émission de reportage diffusée cet été. "On a vu le prof en chemise brune faisant la promotion d'idées nationalistes" affirme-t-on en expliquant le danger qu'il peut faire courir aux jeunes...* ».

¹⁰ Voy. pièce F 269-270.

de même parfois (au moins deux fois par semaine afin de relever le contenu de mon casier) et en plus d'une occurrence, j'y ai rencontré Madame Tissier. Je rappelle également que, chaque semaine, je rencontrais Madame Tissier en salle A3 (la salle où elle donnait ses cours) lorsque je venais y dispenser une heure de cours à des élèves de quatrième. De même, nous nous rencontrions à chaque conseil de classe. Pourquoi n'en a-t-elle jamais profité pour me demander un entretien ? Enfin, si vraiment il avait été impossible de me parler, Mme Tissier aurait pu provoquer un entretien en évoquant mon cas devant le Proviseur. Celui-ci n'aurait alors certainement pas hésité à mon convoquer, en sa présence.

En vérité, l'absence de réaction de Mme Tissier pendant plus d'un an démontre que mon comportement n'a nullement « *nui* » aux élèves. Certes, je ne conteste pas que ceux-ci aient pu, en certaines occurrences, poser des questions à Mme Tissier suite à ce que je leur avait dit. Mais je reste persuadé que Mme Tissier n'a vu aucun signe de nuisance. Il a fallu l'éclatement de mon affaire pour que, finalement, elle me charge... en mon absence.

b) Il n'y a pas eu de contre-interrogatoires

Il est à noter qu'aucun témoin, en particulier les élèves dont beaucoup au LEP sont mineurs, n'a été interrogé en ma présence. Il n'y a donc pas eu de contre-interrogatoire, ce qui a eu pour conséquence la production de témoignages flous, imprécis ou carrément faux.

Deux exemples suffiront.

Le 20 janvier 1997, un de mes élèves de Terminale, Hamid Medaoui, a rédigé le témoignage suivant :

Je soussigné Hamid Medaoui peut affirmer que Mr Reynouard ne dit pas toujours la vérité (et pourtant je l'aime bien). Après un cours de Mr Morlec l'an dernier sur les camps de concentration,

Mr Reynouard nous avait dit que ce n'était pas vrai et qu'il n'y avait pas que les Allemands qui avaient fait du massacre »¹¹.

Portons notre attention sur la formule : « *nous avait dit que ce n'était pas vrai* ». Qu'est-ce qui n'était pas vrai ?

- L'existence des camps de concentration comme le laisse entendre le témoignage ? Je n'ai jamais pu tenir de tels propos puisque, naturellement, je sais que les camps ont existé (voy. mon exercice sur Dachau).

- L'existence des chambres à gaz homicides ? Jamais je n'ai soutenu une telle chose en cours. En guise de preuve, j'oppose à H. Medaoui deux témoignages qu'ont rédigés deux de ses camarades de classe, Christian Petit et Eric Capard. Tous les deux affirment que je n'ai jamais soutenu les thèses révisionnistes en classe¹².

- H. Medaoui affirme que je « *ne di[s] pas toujours la vérité* ». La connaît-il, lui, pour écrire cela ? Je connais suffisamment Hamid (que j'aime bien également) pour être certain de ne pas me tromper en affirmant qu'il ne connaît rien de l'histoire des camps de concentration hitlériens. Dès lors, on peut se demander si cette phrase ne lui a pas été soufflée.

Aujourd'hui, j'affirme que si je m'étais trouvé en face d'H. Médauoi, j'aurais sans aucune difficulté détruit son témoignage.

Le même jour, dans un témoignage écrit, une élève de Terminale, Gaëlle Henry, a prétendu que :

Monsieur Reynouard nous a distribué le mardi 3 octobre 1995 une feuille de module sur le nombre de morts qu'il y eut au camp de concentration allemand de Dachau entre mai 1941 et août 1945. Pendant le cours il nous a demandé de calculer le

¹¹ Voy. pièce F 276.

¹² Christian Petit, par exemple, a déclaré : « *[M. Reynouard] n'a jamais fait de propagande en classe. [...] il n'a jamais soutenu les thèses révisionnistes* ».

cumul des mort, cette histoire s'est détournée car nous n'avions pas compris l'exercice, nous lui avons donc demandé de nous expliquer, mais il a détourné le sujet. M. Reynouard nous a dit que cela n'existait pas, il nous a même distribué une photocopie sur une photo avec plusieurs cadavres nus les uns sur les autres et [il nous a dit] que cette photo pouvait être un montage¹³.

Je passerai rapidement sur l'erreur de date (le module sur Dachau a eu lieu le 21 novembre 1995 et non le 5 octobre) pour en venir au principal : le 5 mars 1997, G. Henry a contredit par écrit son témoignage. Cette scène s'est déroulée devant moi et en présence de deux témoins (ma femme et une camarade de G. Henry). Aujourd'hui, elle écrit clairement, ne pas « [s]e rappeler de ce que Mr Reynouard a dit le jour du module sur Dachau » ; elle ajoute que « Mr Reynouard ne faisait pas de propagande révisionniste pendant ses cours ». Ce nouveau témoignage a été obtenu sans pression de ma part. Bien au contraire, afin de ne pas apeurer le témoin, je lui ai montré une copie de son témoignage où le nom et la signature avaient été effacés et j'ai feint d'en ignorer l'auteur. Je lui simplement demandé si elle était d'accord avec ce qui était écrit et, dans la négative, s'il lui était possible de rédiger un témoignage rétablissant la vérité. Elle a accepté sans difficulté.

Une nouvelle fois, j'affirme que si j'avais été en face de G. Henry le 20 janvier dernier, j'aurais sans difficulté détruit son témoignage.

c) Les élèves ne pouvaient qu'être impressionnés

Je crois enfin nécessaire de remarquer que les élèves interrogés se sont retrouvés, seuls, devant les autorités (le Proviseur puis les deux Inspecteurs généraux). De façon certaine, la majorité a été

¹³ Voy. pièce F 274.

impressionnée et ce sentiment a eu des conséquences sur la teneur de leur témoignage (voy., plus bas, le cas de Virginie Burgot) ?

d) Seuls 4 % de mes élèves ont été interrogés

Voici la liste des personnes qui ont été interrogées durant les deux enquêtes :

Nota :

- Les noms écrits en italique sont ceux des personnes qui ont parlé par ouï-dire et, par conséquent, dont le témoignage n'a aucune valeur ;
- Les noms soulignés sont ceux des personnes dont les propos ne viennent pas étayer les accusations formulées contre moi au sujet des exercices « *morbides et ambigus* » et des grèves de début janvier.

6 membres du personnel de 2 lycées

D. Montagne (pp. 2-3¹⁴, F 249, F 255)

A.-M. Prou (pp. 2-3)

Madale l'Infirmière (p. 5, F 277)

rapporte les propos d'un élève « *qui souhaite rester anonyme* » (p. 5).

J. Lesellier (p. 5)

E. Lenormand (F 261)

Personne du collège Sorel (F 271)

4 professeurs

P. Véret (p. 4, F 251, F 249)

Rapporte les propos de l'élève B. Potier (F 249)

V. Tissier (p. 5, F 269)

évoque « *des élèves* », « *une jeune* », « *les élèves* », « *ces*

¹⁴ Les pages renvoient au rapport Storti-Warusfel.

F. Prono (p. 5, F 250)

P. Fontaine (p. 5)

mêmes élèves», « *un élève de cette classe* » (F 269) sans jamais citer leurs noms.

Rapporte les propos de « *Certains élèves* » (p. 5), ou d'« *un petit groupe d'élèves* » (F 250) sans jamais citer de noms.

Rapporte les propos d'un élève « *qui ne souhaite pas que son nom soit cité* » (p. 5)

6 élèves

V. Bouzéloc (p. 6, F 252)

V. Burgot (pp. 6-8, F 247)

A. Cordier (p. 8)

G. Henry (p. 8, F 274)

H. Medaoui (F 276)

A. Aslan (F 275)

3 parents d'élèves

S. Bouzéloc (p. 9)

M. Harremans (p. 9)

P. Potier (F 256, F 262)

Afin de mieux apprécier ces chiffres, je rappelle que, en deux années scolaires au lycée, j'ai côtoyé environ 140 élèves et 20 membres du personnel, soit environ 160 personnes :

Conclusion :

Personnes qui ont été entendues : 19 soit 12 % de celles que j'ai côtoyées

Parmi ces personnes, nombre d'élèves : 6 soit 4 % de ceux qui m'ont eu comme professeur.

Face à des proportions si faibles, la conclusion s'impose, nette : **le nombre de personnes interrogées est trop petit pour pouvoir appréhender la qualité de mon enseignement et son impact réel sur mes élèves.**

e) Seul le témoignage (bien fragile) d'un élève peut être retenu contre moi

Si l'on étudie plus précisément les chiffres, on trouve :

Nombre de personnes qui font un témoignage direct sur mes agissements ou qui rapportent du tangible :

12 soit 7,5 % de celles que j'ai côtoyées.

Nombre de personnes dont les propos peuvent être retenus à charge :

- sur toutes celles qui ont été entendues :

7 soit 4 % de celles que j'ai côtoyées ;

- sur les 12 :

6 soit 4 % de celles que j'ai côtoyées ;

- parmi les 6 élèves :

3 soit 2 % de ceux qui m'ont eu comme professeur.

Ajoutons que sur les trois témoignages d'élèves qui sont retenus à ma charge :

- le premier provient de V. Burgot (voy. les références plus haut). Or, celle-ci m'est défavorable uniquement lorsqu'il s'agit des grèves du mois de janvier. En revanche, V. Burgot n'évoque à aucun moment

des exercices « *morbides et ambigus* » que j'aurais pu donner à sa classe. Concernant ma façon d'enseigner, elle affirme uniquement que j'étais « *le premier professeur qui lui faisait comprendre les mathématiques* »¹⁵ ;

- le second émane de G. Henry. J'ai démontré plus haut qu'il s'agissait d'un faux ;

- le troisième émane d'H. Medaoui. J'ai montré plus haut son imprécision et son flou.

Par conséquent, chez les élèves, les autorités ne retenir à macharge qu'un seul un témoignage bien fragile. C'est ridicule.

f) M. Picot et les deux Inspecteurs généraux envoyés par le Ministre sont incapables de prouver que mes exercices ont effectivement eu des conséquences néfastes sur mes élèves

On aurait aimé, dans les rapports d'enquêtes menées par les trois Inspecteurs, trouver des témoignages d'élèves déclarant avoir été « *troublés* » par mes exercices. On en trouve aucun. Afin de compenser ce manque, les trois Inspecteurs procèdent par insinuations. Voici quelques formules glanées dans leurs comptes rendus¹⁶ : « *On peut toutefois s'interroger* », « *On peu craindre* », « *Visiblement* », « *qui peut laisser dans l'esprit des enfants* », « *soupçons certes vagues et imprécis* », « *de nature à les conduire peut-être* », « *qui sait si* », « *nous ne savons pas où V. Reynouard veut en venir* », « *nous ignorons s'il s'agit* », « *cela semble probable* », « *ne peuvent que laisser penser* », « *pourrait avoir pour fin* ».

Bref : du vent, du subjectif, du gratuit.

¹⁵ Voy. le rapport Storti-Warusfel, p. 7.

¹⁶ Voy. la pièce F 2 et le rapport Storti-Warusfel, pp. 13-14.

Deuxième partie

Quelques précisions afin de mieux appréhender les faits qui me sont reprochés

I) Sur les trois exercices qui me sont reprochés

1) Les deux exercices de module avaient pour objectif d'éveiller l'esprit critique à partir de données chiffrées (médicales ou historiques) vérifiables

a) Les données chiffrées fournies dans mes deux exercices sont exactes et vérifiables

Les chiffres concernant la vaccination sont tirés du livre de Fernand Delarue : *L'intoxication vaccinale*, paru aux éditions du Seuil en 1977. C'est donc un livre *officiel*, qui a été déposé légalement à la Bibliothèque nationale. A ma connaissance, jamais les chiffres avancés par l'auteur n'ont été réfutés. Pour chaque statistique, d'ailleurs, l'auteur renvoyait à une référence officielle précise.

Dans son mémoire en réplique devant le Tribunal administratif de Caen, M. le Recteur affirme que, dans mon exercice basé sur la mortalité au camp de Dachau, j'ai emprunté « *[m]es données à la Revue d'histoire révisionniste* ». C'est inexact : j'ai emprunté mes données au *Ministère des Anciens Combattants* qui, peu après la guerre, a rédigé un document sur la mortalité mensuelle au camp de Dachau. Les conditions dans lesquelles cette statistique a été révélée au public sont les suivantes : lors du déménagement du Ministère, de multiples dossiers ont été jetés à la poubelle. L'un de ces dossiers

contenait la statistique portant sur la mortalité au camp de Dachau. Une personne l'a découvert et l'a fait parvenir au professeur Fau-
 risson. Celui-ci l'a publié dans la *Revue d'Histoire Révisionniste*, n° 2
 (août-octobre 1990), p. 151, accompagné du commentaire suivant :
 « *Le premier [graphique] a été découvert dans des circonstances
 qu'il ne nous appartient pas de révéler. Il s'agit apparemment [...] d'un projet d'une instance officielle française, que nous connaissons
 et qui se manifestera peut-être à la parution de ce graphique dans
 notre revue* » (p. 147). Il est donc vrai que ce document a été publié
 (pour la première fois) par l'équipe de la *Revue d'Histoire Révision-
 niste*, mais cela ne change rien au fait que les données qu'il véhicule
 émanent d'une instance officielle non révisionniste.

b) L'étude de ces données chiffrées permet l'éveil de
 l'esprit critique

En donnant l'exercice sur la vaccination, j'ai voulu illustrer
 l'adage selon lequel : « *Les chiffres, on leur fait dire ce que l'on
 veut* ». J'ai voulu faire découvrir à mes élèves, *sur un exemple
 concret* (que je connais bien), que des statistiques pouvaient être
 trompeuses.

En donnant l'exercice sur Dachau, j'ai voulu, cette fois, montrer
 à mes élèves, *toujours sur un exemple concret*, que des statistiques
 pouvaient permettre d'éviter certains pièges, notamment face à des
 documents photographiques. Lorsque je leur ai posé la question 5, les
 élèves ont réfléchi. Ensembles, elles sont arrivées à la conclusion
 qu'un événement grave s'était produit à Dachau vers la fin 1944. Leur
 manque de culture historique les a empêché d'aller plus loin. Je leur
 ai alors parlé :

- du surpeuplement du camp à partir de la mi-1944 : Dachau était
 initialement prévu pour contenir 10 000 personnes au maximum : à
 partir de la mi-1944, lorsque les camps de l'Est furent évacués et les
 prisonniers replacés dans les camps de l'Ouest, la population à

Dachau augmenta graduellement jusqu'à atteindre, en 1945, 65 000 personnes.

- des conséquences de ce surpeuplement : a) la dégradation de l'état sanitaire de camp, b) l'apparition d'une épidémie de typhus en décembre 1944, épidémie qui dura jusqu'à l'arrivée des Américains fin avril 1945.

(Tous ces faits historiques sont démontrés. Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier les sténotypies du procès de Dachau et plus particulièrement le texte de l'accusation ainsi que les témoignages des docteurs Witteler et Hintermayer).

Les élèves ont immédiatement compris (question 6) que les photographies prises par les Alliés à la libération du camp ne reflétaient pas l'état du camp tel qu'il avait été de 1941 à la fin 1944.

J'ai conclu la séance en déclarant qu'il fallait se méfier des documents photographiques. Je leur ai cité l'exemple de la Roumanie et des cadavres prétendument photographiés après le soi-disant « massacre » de Timisoara. Ces photos, leur ai-je rappelé, avaient été montrée sur toutes les chaînes françaises afin d'illustrer les « crimes » du dictateur roumain Ceaucescu : or, il s'est révélé plus tard qu'il s'agissait de cadavres extraits d'une morgue quelconque et nullement de victimes de la police politique de Ceaucescu.

En revanche, je n'ai évoqué ni les « chambres à gaz homicides », ni les « camps d'extermination », ni le « Génocide ». A aucun moment j'ai tenté d'amener mes élèves sur le terrain miné du révisionnisme historique concernant l'Holocauste.

c) Si j'avais voulu faire de la propagande révisionniste auprès de mes élèves, j'aurais procédé autrement

Je ferai d'ailleurs les remarques suivantes :

- Si, vraiment, j'avais voulu faire de la propagande révisionniste en classe, j'aurais agi de façon à ne laisser aucune trace écrite pouvant un jour être utilisée comme preuve contre moi. Je ne l'aurais donc

pas fait par le biais de cours photocopiés que mes élèves collent dans leurs cahiers ;

- Comment croire qu'une heure de module soit suffisante pour convaincre les élèves de la véracité des thèses révisionnistes. Si, vraiment, j'avais voulu amener mes élèves à douter de l'Holocauste, il m'aurait fallu revenir très souvent sur le sujet et, dès lors, les traces auraient été bien plus nombreuses. Or, je remarque que sur plus d'un milliers d'heures de cours dispensées depuis que je suis professeur (l'immense majorité de ces cours ayant été faits sous forme de photocopiés distribués aux élèves), le rectorat n'a pu en exhiber qu'un qu'il qualifie non de « révisionniste » (ce qui serait risible vu qu'à Dachau, les historiens officiels admettent qu'il n'y a jamais eu de chambre à gaz homicides) mais d'« *indélicat* » ou de « *morbide et ambigu* ».

d) Les élèves de LEP ne s'intéressent pas à l'Histoire et ne disposent pas des connaissances nécessaires pour appréhender la controverse sur l'existence ou la non existence des chambres à gaz homicides

A quoi m'aurait-il servi de mener une propagande révisionniste au sein d'un LEP ?

- Les élèves de ce genre ont entre 13 et 20 ans. Leurs préoccupations sont très loin de l'Histoire, surtout celle relative aux système concentrationnaire hitlérien. De façon évidente, un LEP n'est pas un terreau sur lequel peut germer le révisionnisme.

- Les élèves des LEP ont une culture historique très limitée. Or, le révisionnisme ne peut être compris que par ceux qui, sur le sujet, ont une culture historique et scientifique assez large. Il faut avoir une culture historique certaine sur le sujet pour comprendre comment et pourquoi à partir de 1941 les déportés furent utilisés pour contribuer à l'effort de guerre allemand ; pour entrevoir que parallèlement, une opération de déportation vers l'Est se déroulait etc. Il faut avoir une culture scientifique assez large pour comprendre les rapports

Leuchter, Rudolf et la contre-expertise de Cracovie. Le révisionnisme ne peut être compris qu'à la condition de posséder certains « prérequis » nécessaires. Ces « prérequis », les élèves des LEP ne les possèdent pas. Toute démarche révisionniste auprès d'eux se soldera alors par un échec. Cette vérité, je ne pouvais l'ignorer. Je repousse donc l'argument développé par les autorités selon lequel ma démarche aurait été « *particulièrement insidieu[se] auprès d'adolescents qui n'ont peut-être pas les références culturelles pour appréhender la situation de cette époque* »¹⁷. Ce manque de « *références culturelles* » plaide au contraire en ma faveur.

2°) L'exercice mettant en scène le Docteur Gotlieb était destiné à intéresser les élèves

Les élèves des LEP ne sont guère intéressé par les mathématiques. Afin de susciter chez eux un intérêt, j'ai volontairement choisi de leur donner, aussi souvent que possible, des sujets susceptibles de les surprendre et même de les toucher. C'est ce que j'appelle la « pédagogie de la provocation ».

Souvent j'introduisais mes cours sous forme d'un défi. Pour la proportionnalité, ainsi, j'introduisai le cours en posant l'exercice suivant : « Un magasin A vous propose 2 kg de lessive pour 56 F. Un magasin B vous propose 1,5 kg pour 40 F. Chez qui acheter la lessive afin de la payer le moins cher ? ». Je laissais les élèves réfléchir puis j'organisais une sorte de « vote » pour savoir où acheter. Cette démarche avait l'intérêt d'impliquer les élèves dès le début.

En deux occurrences j'ai donné à mes classes de garçons des sujets qu'illustraient des dessins érotiques japonais (des « mangas »¹⁸), j'ai également emmené les élèves dans la cour du lycée afin

¹⁷ Voy. pièce F 2.

¹⁸ Voy. annexe II.

de leur faire mesurer, grâce au théorème de Thalès, la hauteur d'un bâtiment¹⁹.

J'ai conscience d'avoir été un professeur non conformiste : pour mes élèves, j'ai préféré les chemins de traverse aux autoroutes qui sont habituellement empruntées. J'ai également conscience d'avoir, en de nombreuses occasions, frôlé la limite qu'il ne fallait pas dépasser. Depuis longtemps, je savais que cette voie pourrait, un jour, m'attirer des ennuis. Mais je pensais que, ce jour venu, on écouterait mes explications.

L'exercice qui met en scène le docteur Gotlieb s'inscrit dans cette optique pédagogique. On peut le critiquer, mais prétendre, comme le font Mme Storti et Mr Warusfel, qu'il s'agit d'une « provocation » et qu'en donnant un tel sujet, mon objectif était de « contrecarrer » la prévention du SIDA est absurde²⁰ !

Là où mes accusateurs croient discerner une « propagande idéologique » n'existe, en vérité, qu'une « option pédagogique » volontairement choisie.

3°) Lorsque j'ai prêté deux livres (un de J.C. Pressac, un de R. Faurisson) à un élève, je me suis conduit de façon parfaitement objective

Voici les circonstances exactes dans lesquelles j'ai prêté un livre de R. Faurisson à un élève.

Tout a commencé pendant un cours de chimie dispensé à mes élèves de Seconde. Il était question de la structure moléculaire des gaz et j'avais pris pour exemple le monoxyde de carbone. Ce gaz, ai-je ajouté incidemment, était responsable chaque année de plusieurs morts chez des personnes qui possédaient un poêle défectueux. Un élève (Jérôme Lebas) en a profité pour déclarer que certains gaz

¹⁹ Voy. annexe III.

²⁰ Voy. le rapport Storti-Warusfel, p. 14. « [Mr. Reynouard] se devait au contraire d'intervenir de manière positive, en participant à sa prévention, au lieu de tenter de la contrecarrer ».

étaient foudroyants, tels le Sarin qui avait été employé plusieurs semaines plus tôt par des terroristes japonais dans le métro de Tokyo. L'adolescent a ajouté que cette substance avait été synthétisée par les Allemands pendant la guerre (ce qui avait été dit à la télévision). A cet instant, un autre élève, Benjamin Vauthier, demanda si le Sarin avait été utilisé dans les chambres à gaz.

Afin de ne prendre aucun risque, j'ai répondu par la négative, me contentant de préciser que le gaz utilisé avait été l'acide cyanhydrique.

Le soir, toutefois, je regrettai cette réponse qui paraissait définitive alors que la controverse entre révisionnistes et exterminationnistes continue à se développer. La semaine suivante, j'ai décidé de rectifier le tir, mais de la façon la plus neutre possible. Après leur avoir rappelé ce qui avait été dit une semaine plus tôt, je leur ai appris que, dans le monde, une controverse existait, certaines personnes estimant que les chambres à gaz n'avaient pas existé. Les élèves ont réagi et m'ont demandé ce que j'en pensais. Je leur ai répondu que mon rôle n'était pas de donner ma position mais juste de leur apporter une information. Afin d'illustrer cette controverse, je leur ai montré deux ouvrages, le *Rapport Rudolf* et le livre de J.C. Pressac : *Les Crématoires d'Auschwitz*.

L'élève B. Potier m'a alors demandé ces écrits. Sur le moment, je ne les lui ai pas donnés mais au début du cours suivant, je lui ai apporté l'ouvrage de J.C. Pressac et la réponse qu'avait rédigé R. Faurisson à ce livre. En les lui donnant, je lui ai déclaré qu'avec ces deux documents, il pourrait mieux appréhender la controverse.

Afin que B. Potier ne puisse soupçonner ma position, j'avais pris soin d'arracher la page de garde du livre révisionniste sur laquelle on pouvait lire une dédicace de l'auteur.

Par conséquent, j'estime que, dans cette affaire, j'ai agi en toute neutralité.

La meilleure preuve est qu'il a fallu attendre le 12 janvier 1997, et le déchaînement des passions au LEP, pour que B. Potier,

« *terrorisé* », fasse part de cet épisode aux autorités²¹, preuve qu'il n'avait été nullement « *troublé* » par ma démarche. Je note d'ailleurs que, dans son témoignage, l'élève ne m'a jamais accusé d'avoir déclaré ou laissé entre que les chambres à gaz homicides n'avaient pas existé.

II) Sur les deux fax reçus

Tout d'abord, je rappelle que je n'ai jamais utilisé le fax pour envoyer un quelconque message. J'ai simplement reçu deux fax privés qu'un correspondant de Strasbourg m'a envoyés sans que je les ai demandés. Par conséquent, M. le Recteur prend des libertés avec la vérité lorsqu'il parle d'« *échanges* »²². Il n'y a jamais eu « *échange* » : je n'ai jamais répondu au premier fax et le second fax était une réponse à une *lettre* que j'avais écrite chez moi.

De plus, je maintiens que le texte de ces fax ne véhiculaient aucun message révisionniste et ne pouvaient laisser soupçonner mes opinions révisionnistes.

On ne peut guère me reprocher d'avoir reçu deux fax dont je n'ai à aucun moment demandé l'envoi.

III) Sur l'utilisation de l'ordinateur à des fin privées

Je reconnais qu'il s'agit d'une faute administrative. Sur ce point, je plaide volontiers coupable. Mais je maintiens que cette faute, qui n'implique nullement mes élèves, reste vénielle.

²¹ Voy. pièces F 255, F 256 et F 262.

²² Voy. son Mémoire en réplique devant le Tribunal administratif, p. 3 : « [...] l'objet des échanges de M. Reynouard [...] qui n'est pas anodin [...] ne pouva[i]t me laisser indifférent ».

Contrairement à ce que l'on a dit, je n'ai jamais « élaboré » un quelconque document personnel sur cet ordinateur²³.

Je m'en suis servi à de fins personnelles de la façon suivante : dans le cadre de recherches historiques privées, je travaille avec un ami parisien qui possède un ordinateur équipé d'un logiciel de PAO (Publication Assistée par Ordinateur).

A l'aide de mon ordinateur personnel (un IBM PS/1), je rédige les différents textes. Ensuite, je lui transmets les disquettes sur lesquelles se trouvent les écrits afin qu'il les corrige et les mette en page. Au début de notre collaboration, un problème s'est posé : mon ami possède un ordinateur de type Mackintosh. Or, le langage informatique des « Mackintosh » n'est pas le même que celui des « IBM ». Il fallait donc s'équiper d'un logiciel qui permette de traduire les textes écrits sur mon IBM en textes compréhensibles par le Mackintosh. Mon ami a acheté un logiciel de traduction. Cependant, il est très vite apparu que mon traitement de texte était si vieux que les textes rédigés par moi ne pouvaient être correctement traduits. Mon ami m'a alors proposé de transférer mes écrits sur un traitement de texte plus puissant, le « Word 6.0 » par exemple.

L'ordinateur du Lycée étant équipé d'un tel logiciel, je suis venu un matin et j'ai transféré mes textes afin qu'ils soient écrits avec Word 6.0. Cette opération n'a duré que quelques minutes.

Par la suite, j'ai élaboré sur mon ordinateur personnel d'autres projets de textes pour un ami belge, textes que j'ai également transférés sous Word 6.0 afin qu'ils puissent être facilement traduits en langage « Mackintosh ». A chaque fois, l'opération n'a duré que quelques minutes...

Tous ces textes, je les ai laissés dans l'ordinateur du lycée dans un répertoire que j'avais spécialement créé par la circonstance. Ce répertoire, je l'avais appelé « Vincent » afin de bien souligner qu'il

²³ Voy. le « Communiqué de presse » du Rectorat en date du 8 janvier 1997, il y est question « de l'usage qu'un enseignant de l'établissement faisait du matériel mis à disposition des professeurs pour élaborer des documents révisionnistes ».

s'agissait du répertoire personnel de Vincent Reynouard. J'ignorais qu'un jour, un utilisateur de l'ordinateur (animé de sentiments malveillants ?) irait voir ce qu'il y avait à l'intérieur.

J'appelle particulièrement l'attention sur le fait que tous ces textes sont **des textes privés**. Ils n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque diffusion publique.

Devant le Tribunal administratif, M. le Recteur a répondu en écrivant :

Je ne pouvais ne pas mettre en rapport ce que je commençais à percevoir de l'activité pédagogique de M. Reynouard et une activité certes privée mais qui, de manière non accidentelle, utilisait le matériel mis à la disposition des enseignants pour leurs besoins pédagogiques et se cachait sous l'identité d'un établissement public²⁴.

Par ce texte, M. le Recteur tente de lier mes activités privées (même si je me suis servi d'un matériel appartenant à l'État pour certaines étapes de leur réalisation) et mon enseignement. Cette liaison est artificielle : jamais je n'ai donné à un quelconque élève les textes que j'avais mis dans l'ordinateur du lycée. Je le répète encore aujourd'hui : les textes mis dans l'ordinateur sont privés et n'ont fait l'objet d'aucune diffusion.

M. le Recteur affirme également que j'aurais caché mes activités « sous l'identité d'un établissement public ». C'est entièrement faux : les textes mis sur l'ordinateur étaient tous signés (soit V. Reynouard, soit V.H.O.) et à aucun moment le nom du LEP de Honfleur n'y apparaissait. S'ils avaient été publiés, rien aurait pu permettre aux éventuels lecteurs de remonter au LEP.

En conclusion, je pense que ma faute qui a consisté en l'utilisation de l'ordinateur du LEP à des fin privée ne méritait pas un passage devant une commission disciplinaire.

²⁴ Voy. son Mémoire en réplique devant le Tribunal administratif, p. 3.

IV) Sur la grève de soutien organisée par mes élèves

1°) Le soutien des élèves a été spontané

On m'accuse d'avoir mis à profit les vacances de Noël pour convaincre les élèves de faire grève en ma faveur et, ainsi, troubler l'ordre public. M. le Recteur, par exemple, écrit :

La bonne foi des élèves n'est pas en cause. Mais les témoignages recueillis après les vacances de Noël [...] montrent que M. Reynouard a su mettre à profit les vacances pour préparer, à sa façon, sa défense et la "mobilisation" de ses élèves.

Plus loin, il poursuit :

On peut s'interroger sur la spontanéité des pétitionnaire et la valeur de leur témoignage²⁵.

Je remarque tout d'abord que M. Lucas n'est plus aussi sévère à mon encontre que le 13 janvier dernier, lorsque, dans une lettre au Ministre, il m'avait accusé d'avoir « *mis à profit les vacances de fin d'année pour faire pression [souligné par moi] sur les élèves mineurs [...] et les amener à faire grève et à manifester en [m]a faveur* »²⁶. Aujourd'hui, il recule : je n'ai pas fait « *pression* » sur mes élèves, j'ai préparé « *à ma façon* » une rentrée scolaire agitée. De toutes façons, comment aurai-je pu faire pression sur mes élèves alors que je n'étais plus au LEP ? En les menaçant ? En les rétribuant ? Par télépathie ? Tout cela est ridicule.

Incapable de produire des témoignages d'élèves qui reconnaîtraient n'avoir pas été sincères dans le soutien qu'ils m'ont apporté, M. le Recteur procède par insinuation : « *On peut s'interroger sur la spontanéité des pétitionnaire et la valeur de leur témoignage* ».

²⁵ Voy. son Mémoire en réplique devant le Tribunal administratif de Caen, p. 4.

²⁶ Voy. la pièce C 17-16.

Ma réponse sera la suivante : quiconque connaît les élèves de LEP sait qu'il est difficile de les canaliser. Par exemple, malgré les menaces et les sanctions prises (avertissements, exclusions temporaires, non versement des allocations familiales) l'absentéisme au LEP est un phénomène toujours présent et, dans certains cas, alarmant.

Si les élèves ne m'avaient pas apprécié et n'avaient pas estimé utile de me soutenir, rien n'aurait pu les faire agir en ma faveur. Or, il est indéniable que les élèves m'appréciaient non seulement pour mes qualités humaines, mais également pour ma façon d'enseigner. Voici ce que l'on peut lire dans le rapport des deux Inspecteurs généraux auquel M. le Recteur fait allusion :

- Un de mes collègues, M. Pierre Véret, parle de « *la sympathie des élèves pour M. Reynouard qu'ils tenaient pour un bon professeur* »²⁷ ;

- Trois autres collègues déclarent que j'« *avai[s] un fort impact affectif sur les élèves* » (*Ibid.*, p. 5) ;

- Une de mes élèves, V. Bouzéloc, affirme que j'étais « *un professeur très gentil avec ses élèves et qui apprenait bien* » (*Ibid.*, p. 6) ;

- Une autre élève, V. Burgot, dit que j'étais « *le premier professeur qui lui faisait comprendre les mathématiques* » (*Ibid.*, p. 7) ;

- Une de ses camarades, pour sa part, déclare que j'étais « *un professeur sympathique, moins sévère que les autres profs, qui donnait des explications claires, qui n'hésitait pas à les reprendre et créait une bonne ambiance dans sa classe* » (*Ibid.*, p. 8).

Déjà fin 1995, les élèves de coiffure au lycée Victor Lépine, à qui j'avais donné des cours en tant que stagiaire IUFM, avait rédigé pour moi le mot suivant : « *Vous avez été un prof excellent. Nous vous adorons tous et toutes. Vous nous manquerez beaucoup surtout que vous avez été très sympathique. Et nous vous décernons un oscar pour nous avoir supportés et également un oscar de gentillesse* »²⁸.

²⁷ Voy. le rapport Storti-Warusfel, p. 4.

²⁸ Voy. annexe IV.

Notons également que, le 10 janvier 1997, la Présidente de l'Association des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public (APEEP) a déclaré : « *On comprend la manifestation des élèves, car c'est un bon professeur* »²⁹.

Le 5 mars, enfin, Damien Willem, qui, avec V. Burgot, avait présidé le Comité de soutien en ma faveur, est venu spontanément chez moi. Ensemble, nous avons discuté de l'affaire et il a été d'accord pour rédiger le témoignage suivant :

Moi, Willem Damien, a maintenu la campagne de soutien envers Mr Reynouard, organisée par les élèves et NON par Mr Reynouard. Nous avons voulu le soutenir pour l'homme qu'il est, et non pour ses idées, qui ne nous regardent absolument pas.

Les propos de D. Willem ne sont pas mensongers, pendant l'affaire, beaucoup d'élèves ont signé des pétitions et rédigé des attestations dans lesquelles ils déclaraient me soutenir de façon spontanée, sans que j'aie exercé sur eux la moindre pression³⁰.

Par conséquent, je crois être en droit d'affirmer que mes élèves, dans leur immense majorité, m'appréciaient beaucoup et que leur soutien a été spontané.

2°) Les pressions dans mon affaire sont venues des autorités

On remarquera que, parmi les attestations, figure celle de V. Burgot, ancienne présidente du comité de soutien. On me répondra que, le 13 février, devant les deux inspecteurs généraux, celle-ci a finalement déclaré qu'elle avait « *été trompée* » par moi³¹.

²⁹ Voy. *Le Pays d'Auge*, livraison du 10 janvier 1997, p. 4. Cette femme soutient toutefois le Recteur et affirme que si les élèves m'ont défendu, c'est qu'ils ne connaissaient pas tout le « dossier ».

³⁰ Voy. l'annexe V.

³¹ Voy. le rapport Storti-Warusefel, p. 7.

Toutefois, elle ne dit pas comment et en quoi je l'ai trompée. Sa déposition, sur ce point au moins, me paraît pouvoir être rejetée car, à partir du 9 janvier, jour de son entrevue avec M. Montagne en présence de ses parents, cette demoiselle a subi la pression de son père qui m'est très hostile. La preuve est que, le soir même, celui-ci l'a contraint de rompre « *tout contact* » avec moi (« *Ce même soir, monsieur Reynouard lui a téléphoné chez elle. Elle lui a alors déclaré "avoir été forcée par ses parents de rompre tout contact avec lui" » [Id.]*). Le 13 janvier, enfin, V. Burgot a rédigé une lettre adressée à M. Montagne et dans laquelle elle déclarait que : « *sur décision de [s]es parents* », elle était « *dans l'obligation de démissionner de [s]a responsabilité de Présidente du Comité de soutien à Mr Reynouard* »³².

Par conséquent, j'estime que si, dans cette affaire, des pressions ont été exercées, elles ne sont pas à rechercher de mon côté mais du côté des autorités.

3°) Les véritables fauteurs de trouble sont les autorités

Dans cette affaire, en vérité, le trouble de l'ordre public a été suscité non par moi mais par le Recteur qui, le 19 décembre, a porté le premier coup en me suspendant brutalement et sans enquête préalable auprès des élèves. Tant que j'ai pu travailler au LEP, je n'ai jamais, d'une manière ou d'une autre, troublé l'ordre. Bien au contraire, j'étais un professeur qui avait la réputation de n'être quasiment jamais absent, d'être toujours à l'heure en classe et de ne jamais faire grève. J'ajoute que mes cours ou les propos que j'ai tenus pendant mes cours n'ont jamais provoqué de trouble à l'intérieur ou à l'extérieur du lycée. A l'aube du 19 décembre 1996, lorsque M. le Recteur a signé l'arrêté de suspension, tout était calme au LEP.

Je le répète : rien de cela ne se serait passé si les autorités ne m'avaient pas suspendu brutalement, sans me laisser la moindre

³² Voy. pièce F 254.

chance, alors qu'aucune plainte d'élève ou de parent d'élève n'avait été déposée contre moi. Les autorités auraient pu éviter le scandale si elles l'avaient voulu. Elle auraient pu se contenter de m'infliger un avertissement ou un blâme et me dire qu'en cas de récidive, elles iraient plus loin. Elles auraient pu agir ainsi et **nous en avons la preuve définitive avec la lettre que M. le Recteur a écrite le 16 décembre à ses supérieurs et dans laquelle il les informait du blâme qu'il comptait m'infliger.** Aucune plainte d'élève ou de parent d'élève n'ayant été déposée contre moi, cette affaire serait restée purement interne ; elle n'aurait jamais filtré dans le public.

**AU TERME DE CES DÉVELOPPEMENTS,
JE DEMANDE MA RÉINTÉGRATION AU LEP DE
HONFLEUR**

Dernière partie

Ne servirais-je pas de « parapluie » à M. le Recteur ?

Dans la première partie de mon Mémoire, j'ai démontré que les faits qui m'étaient reprochés ne pouvaient nullement justifier la sanction dont je suis l'objet. Dès lors, pourquoi mon affaire a-t-elle éclaté ?

Pour répondre à ces questions, je crois utile de mettre mon affaire en parallèle avec une autre, qui touche le Rectorat de Caen, qui a débuté en juin 1996 et qui, d'après mes informations, se poursuit encore actuellement.

1°) Un sujet d'Histoire « critiquable » donné au BEPC en 1996 et qui inquiète M. le Recteur

1°) Le faussaire Martin Gray au BEPC d'Histoire dans l'académie de Caen en 1996

Cette autre affaire a été rendue publique le 27 février 1997 par *l'Express*. Dans un article intitulé : « Calvados : le révisionniste sans masque » (pp. 38-39), Eric Conan révélait que, en juin 1996, dans l'académie de Caen, un sujet d'Histoire douteux portant sur le Génocide des juifs avait été donné au BEPC : « *A titre de témoignage sur le camp de Treblinka était en effet proposé un extrait d'Au nom de tous les miens de Martin Gray* ». Or, rappelle l'auteur, ce récit autobiographique est « *connu de tous les historiens de cette période pour être un texte frauduleux* ». E. Conan poursuivait en constatant que : « *Le contenu de cette épreuve, quelques mois après l'intense polémique Garaudy-abée Pierre, est passé à travers tous les filtres de validation des sujets. Il n'aurait pourtant pas dû échapper à des pédagogues, à des historiens régulièrement sensibilisés à l'entretien de la mémoire auprès des élèves. De plus, l'extrait choisi [de M. Gray] ne mentionne-t-il pas la "chaleur de l'été polonais" alors que la scène est censée se dérouler "à la fin de 1942"* ».

Par conséquent, on peut s'interroger pour savoir si, comme on « dit au ministère », ce sujet (qualifié par les autorités de « critiquable ») constitue une « grosse bêtise regrettable » ou si, comme le laisse entendre E. Conan, il pourrait s'agir d'une « intention perverse ».

Maintenant, je crois nécessaire de mettre en parallèle les chronologies des deux affaires.

2°) Mise en parallèle des chronologies

Affaire du sujet donné au BEPC	Mon affaire
	<p>Octobre 1995 : un lundi matin, les policiers viennent me prendre chez moi à 6 heures du matin afin de me conduire à Caen chez un juge d'instruction (affaire liée au révisionnisme). J'y reste la matinée. Afin de justifier mon absence au LEP, le lundi après-midi, je donne au secrétariat le mandat d'amener que m'a délivré la police.</p> <p>Le lundi après-midi, j'explique aux élèves les raisons de mon absence (en leur disant que j'ai commis un délit dit « de presse » mais sans leur parler du fond). La nouvelle qu'un prof a été « embarqué » par la police se répand dans tout le LEP.</p>

	Début juin 1996 (selon les autorités) : découverte des deux exercices donnés en « module ». Contre toute vraisemblance (puisque les autorités affirment qu'ils sont gravement critiquables), D. Montagne n'aurait pas alerté M. le Recteur.
Juin 1996 : Le sujet d'Histoire est donné au BEPC	
11 juillet 1996 : un enseignant, agissant à titre de parent d'élève, demande au Recteur communication du corrigé de l'épreuve d'Histoire donnée au BEPC.	
M. le Recteur oppose un refus implicite au demandeur.	Août 1996 : A l'occasion du rebondissement de l'affaire Carpentras, j'apparais à la télévision durant les journaux nationaux en uniforme du PNFE (images d'archives datant de 1991).
Septembre 1996 : - l'enseignant, agissant toujours à titre de parent, saisit la CADA afin que le corrigé de l'épreuve lui soit donné. - Le journaliste E. Conan est prévenu de l'affaire. Il répond que, très occupé en ce moment, il s'en occupera plus tard, début janvier 1997 (information que m'a donnée E. Conan lui-même en présence de ma femme).	Au LEP, plusieurs élèves, dont Ludovic Gaudu, disent qu'ils m'ont vu à la télévision en uniforme du PNFE. Le fait est connu au sein du LEP.

30 octobre 1996 : La CADA rend un avis favorable à la demande de l'enseignant.	Octobre 1996 : je rentre dans l'ordinateur du LEP mon manuscrit sur Oradour, et deux textes révisionnistes intitulés : « <i>Holocauste : le fiasco</i> » et « <i>Dois-je encore croire que les nazis ont gazé 6 millions de juifs ?</i> »
4 novembre 1996 : - l'avis de la CADA est communiqué à M. le Recteur ; - M. le Recteur demande à un inspecteur d'aller inspecter l'enseignant qui a saisi la CADA. En agissant ainsi, il donnait une incidence professionnelle à un acte qui relevait de la vie privée.	
14 novembre 1996 : l'inspection a lieu et le rapport est rapidement rédigé.	
	21 novembre 1996 : « <i>Certains</i> » professeurs qui étaient en réunion avec M. Montagne le soir l'avertissent de l'existence « <i>de documents figurant sur l'ordinateur mis à disposition des enseignants du tertiaire</i> » ³³ .
2 décembre : fait exceptionnel : M. le Recteur écrit personnellement au professeur pour lui signifier que son enseignement n'est pas conforme et qu'il veillera désormais à sa conformité.	2 décembre : M. le Recteur ordonne mon inspection.

³³ Voy. le rapport Storti-Warusfel, p. 2.

	13 décembre : mon inspection a lieu.
	16 décembre : - M. Picot rend son rapport d'inspection ; - M. Montagne rend son rapport sur mes agissements au LEP ; - M. Lucas prévient le Ministère de mon affaire et l'informe qu'il va m'infliger un blâme.
	18 décembre : - matin : M. Lucas m'informe que je serai très étroitement surveillé à partir d'aujourd'hui. - après-midi : M. Lucas change d'avis et décide de me suspendre brutalement.
	19 décembre : je suis suspendu de mes fonctions.
7 mars 1997 : tenant sa promesse, M. le Recteur ordonne une seconde inspection du professeur.	

3°) Les leçons de cette mise en parallèle

a) Le sujet du BEPC inquiète vivement M. le Recteur

Cette chronologie, notons-le tout d'abord, démontre sans contestation possible que, dans l'esprit du Recteur, le sujet d'Histoire donné au BEPC en juin 1996 était vivement critiquable. Dans le cas contraire, en effet, on ne comprendrait pas pourquoi M. Lucas a refusé d'envoyer le corrigé officiel au demandeur et pourquoi, face à l'insistance de celui-ci, il a débuté une véritable politique de harcèlement à son encontre.

b) Mon affaire débute lorsque, dans l'affaire du BEPC d'Histoire, M. le Recteur s'est senti définitivement acculé

Maintenant, si l'on étudie cette chronologie avec plus attention, on découvre que M. Lucas s'est senti acculé au début du mois de novembre, lorsque la CADA l'a sommé de produire le corrigé officiel. Or, c'est précisément au mois de novembre que mon affaire a débuté.

Certains répondront qu'il s'agit d'une simple coïncidence de dates. Je n'y crois pas pour la raison suivante : depuis le début, les autorités mentent sur les circonstances dans lesquelles mon affaire aurait débuté et présentent les faits de façon tendancieuse afin de me charger.

II) Preuves que mon affaire n'est qu'une machination ourdie contre moi

1°) M. le Recteur et son secrétaire, M. Pallizzari, présentent les faits de façon tendancieuse afin de me charger

Dans sa lettre du 13 janvier au Ministre de l'Éducation nationale, M. Lucas n'a pas hésité à écrire que j'avais proposé : « *à plusieurs occasions, aux élèves dont [j'avais] la charge, des exercices qui [...] tendaient manifestement à mettre en doute ce que nous savons sur l'étendue des crimes nazis* »³⁴.

- | | |
|---|--|
| - « <i>à plusieurs occasions</i> » : | faux : en une seule occasion ; |
| - « <i>aux élèves</i> » dont j'avais la charge : | faux : aux élèves d'une seule classe, |
| - « <i>des exercices</i> » qui « <i>tendaient à manifestement à mettre en doute ce que nous savons de l'étendue</i> | |

³⁴ Voy. pièce C 17-16.

des crimes nazis » :

faux : un seul exercice, et qui ne tendait pas à ce que M. le Recteur prétend.

Déjà le 8 janvier, M. Pellizzari n'avait pas craint d'affirmer que je proposais à mes élèves « *[D]es exercices [qui] consistaient par exemple à établir un décompte des morts dans les camps de concentration pendant la guerre de 39-45* »³⁵.

Toujours dans sa lettre au Ministre, M. Lucas prétendait que j'avais fait circuler : « *parmi [m]es élèves des livres révisionnistes* ».

- « *parmi [m]es élèves* » :

faux : les élèves d'une seule classe.

- « *des livres révisionnistes* »

faux : je n'ai montré qu'un livrerévisionniste.

Au sujet des exercices de mathématiques donnés aux élèves, M. le Recteur utilise les mots « *ambigus* » et « *morbides* »³⁶. Dans son mémoire en réplique devant le Tribunal administratif, il déclare que, dans mon enseignement : « *les sujets d'exercices morbides ne sont pas exceptionnels.* »³⁷. **Faux** : M. le Recteur a envoyé un inspecteur pour enquêter sur mes activités pédagogiques. Je suppose que celui-ci a eu accès aux cahiers de mes élèves ; qu'il a dû les examiner avec soin. L'année dernière, j'enseignais à cinq classes et cette année, à quatre classes. L'inspecteur avait donc les cahiers de neuf classes qui renfermaient plusieurs dizaines d'exercices. Sur les dizaines d'exercices que j'ai donnés à mes élèves en plus d'un an d'enseignement, combien l'administration a pu en qualifier d'« *ambigus* » et « *morbides* » afin de justifier ma suspension ? Trois. C'est

³⁵ Voy. pièce G2.

³⁶ Voy. le mémoire de M. le Recteur, p. 1 : « *Après avoir été averti le 26 décembre 1996 que M. Reynouard avait donné des exercices ambigus et morbides à ses élèves* ».

³⁷ Voy. son mémoire en réplique devant le Tribunal administratif, p. 3.

extrêmement peu et cela confirme les affirmations de parents d'élèves qui, dans leur requête devant ce même Tribunal, ont écrit :

L'enseignant a accepté de nous ouvrir ses archives. Nous avons pu librement examiner les cours et les devoirs qu'il avait donnés à ses élèves. Nous n'avons rien trouvé de répréhensible. Pour ses classes de menuiserie-charpente, nous avons trouvé des devoirs portant sur la construction de poutres pour des toits. Pour les classes de tertiaire, nous avons trouvé des devoirs portant sur les intérêts, les indices etc.

Par conséquent, M. le Recteur prend des libertés avec la vérité lorsqu'il écrit que les exercices « *ambigus et morbides* » n'étaient « *pas exceptionnels* ». C'est le contraire qui est vrai.

2°) M. Montagne se contredit, et contredit M. le Recteur, lorsqu'il prétend exposer les circonstances dans lesquelles mon affaire a débuté

a) M. Montagne se contredit lorsqu'il prétend exposer les circonstances dans lesquelles mon affaire a débuté

Officiellement, mon affaire a débuté :

- 1- Avec la découverte de plusieurs textes que j'avais mis dans l'ordinateur du LEP et de deux fax personnels qui m'étaient arrivés via l'appareil du LEP ;
- 2- Avec la production de deux exercices qui étaient entre les mains de l'administration depuis... l'année scolaire précédente.

Étudions de plus près chaque événement :

- Les deux sujets donnés en « module » datent du 14 et du 21 novembre 1995. Ils avaient donc plus d'un an lorsque M. le Recteur a été averti de leur existence.

Sur les circonstances qui ont permis leur découverte, il a fallu attendre le 13 février 1997 pour que M. Montagne déclare :

Ces exercices avaient été découverts en fin d'année scolaire précédente, au début du mois de juin 1996, par mon adjointe, mademoiselle Prou, en feuilletant un cahier d'élèves³⁸.

Pourquoi M. Montagne n'a-t-il pas immédiatement averti son supérieur de cette découverte ? L'intéressé se justifie en écrivant :

Comme on était en pleine période d'examen et de désorganisation du lycée, j'ai préféré ne pas intervenir à ce moment et être vigilant à la rentrée [Id.].

Cette tentative de justification n'est pas crédible. Afin de prévenir le Recteur, M. le Proviseur n'avait qu'à composer le numéro du télécopieur du Rectorat et « faxer » ces deux exercices accompagnés d'une lettre de présentation et de demande d'instructions. Un tel acte aurait pris dix minutes tout au plus et ni les examens ni la désorganisation de l'établissement ne l'empêchaient.

De plus, j'affirme que la date de découverte des exercices (juin 1996) donnée par M. Montagne n'est pas exacte. En effet, une rapide enquête m'a permis de retrouver l'élève à qui appartenait le cahier consulté par l'adjointe du proviseur. Il s'agit de Magali Leneveu. Or, celle-ci m'a déclaré que son cahier lui avait demandé non en juin 1996, mais quelques mois plus tôt, au cours de l'hiver 1995-1996, c'est-à-dire lorsqu'il n'y avait aucun examen ni aucune désorganisation du lycée (Magali Leneveu, qui pourrait témoigner, a parlé en présence de sa mère et de ma femme qui peuvent également témoigner).

Par conséquent, j'en déduis que M. Montagne a menti sur la date à laquelle les deux exercices auraient été découverts. Ce

³⁸ Voy. rapport Storti-Warusfel, p. 2.

mensonge est très grave car il réduit à néant sa tentative faite pour justifier son étonnante apathie. En effet, la fin de l'hiver 1995 n'était nullement une période d'examens et de « désorganisation » du LEP. Dès lors, pourquoi M. Montagne n'a pas agi ?

Venons-en aux textes mis dans l'ordinateur ainsi qu'au fax.

Dans quelles circonstances ont-ils été découverts ? Il a fallu attendre le 13 février 1997 pour que M. Montagne s'explique. Voici ce que l'on peut lire dans le rapport des deux Inspecteurs généraux :

Dans la soirée du 21 novembre 1996, au cours d'une réunion avec des professeurs, certains d'entre eux ont alerté le proviseur à propos de documents figurant sur l'ordinateur mis à disposition des enseignants du tertiaire.

(Remarque : On ne dit rien sur l'objet de cette réunion, dont les secrétaires du LEP, auprès desquelles je me suis renseigné, n'ont aucun souvenir. On ne dévoile ni le nom des participants ni, plus grave, l'identité de ceux qui auraient porté à la connaissance de M. Montagne la présence de textes dans l'ordinateur. Pourquoi ?).

Les Inspecteurs généraux poursuivent :

"Le lendemain 22 novembre, déclare M. Montagne, j'ai effectivement découvert sur cet ordinateur un répertoire "Vincent" et un sous-répertoire "Oradour", manuscrit d'un livre à propos d'Oradour-sur-Glane.

Ce même 22 novembre [...] je m'étais aperçu que M. Vincent Reynouard avait reçu un fax personnel sur le télécopieur de l'établissement [...].

« Troublé par ces documents, j'ai fait part téléphoniquement de ma découverte au directeur de cabinet du recteur et au secrétariat général du rectorat.

J'ai imprimé le livre sur Oradour les 23 et 24 novembre et je l'ai fait parvenir au rectorat dans l'après-midi du 25 novembre » [Id.].

(Remarque : dans mon dossier administratif, il n'existe aucune pièce qui date du 25 ou du 26 novembre).

Maintenant, comparons ces propos avec le rapport de M. Montagne en date du 16 décembre. S'adressant au Recteur, M. le Proviseur écrivait :

« Mon attention a été attirée sur l'ordinateur de la salle de travail des professeurs du tertiaire, un enseignant ayant utilisé l'appareil pour un travail important à des fins personnelles.

Une visite à la machine m'a permis de repérer des fichiers de travail personnels attribuables à M. Vincent Reynouard [...]. Le contenu des fichiers, à savoir le manuscrit d'un ouvrage mettant en cause les données historiques sur le massacre d'Oradour [...] m'a incité à vous rendre compte des faits et à vous transmettre les documents trouvés. Je vous fais également parvenir deux fax arrivés sur l'appareil de l'établissement [...]»³⁹.

Ce document laisse transparaître l'impression qu'il s'agissait d'une première communication au Recteur relative à mes agissements au LEP. En effet :

- il n'y a aucune référence à un courrier précédent ou à une communication orale précédente ;

- M. le Proviseur explique toute l'affaire (circonstances dans lesquelles il a découvert les textes dans l'ordinateur, quels étaient ces textes ; arrivée de fax privés), ce qui laisse supposer que le Recteur ne savait rien à cette date ;

- d'après le texte, on déduit que M. le Proviseur a joint à ce rapport du 16 décembre et mon manuscrit sur Oradour, et les deux fax (*« le manuscrit d'un ouvrage mettant en cause les données historiques sur le massacre d'Oradour [...] m'a incité à vous rendre compte des faits et à vous transmettre les documents trouvés. Je vous fais également parvenir deux fax arrivés sur l'appareil de l'établissement [...] »*).

³⁹ Voy. pièce F 1.

Le rapport du Proviseur en date du 16 décembre 1996 et les propos tenus par cette même personne le 13 février 1997 sont inconciliables car cela implique :

- que mon affaire aurait été expliquée deux fois au Recteur ;
- que le manuscrit sur Oradour lui aurait été envoyé deux fois ;
- que le premier fax lui aurait été envoyé deux fois.

A moins de penser que M. Montagne considère le Recteur comme quelqu'un de particulièrement « bouché », tout cela est absurde.

M. le Proviseur a-t-il menti le 16 décembre en rédigeant son rapport ? A-t-il plutôt menti le 13 février, en donnant une version inexacte des faits ? A-t-il toujours menti afin de cacher la vérité qui, dès lors, serait ailleurs ? Je l'ignore, mais il est certain que, dans cette affaire, le mensonge est présent.

Maintenant, il est intéressant de noter que la chronologie des faits élaborée par M. le Recteur dans son Mémoire en réplique devant le Tribunal administratif ne s'accorde pas non plus avec celles données par M. Montagne.

b) Les contradictions entre M. Montagne et M. le Recteur

Chronologie du Recteur⁴⁰	Remarques issues de la comparaison avec les pièces de mon dossier administratif et de la comparaison avec les propos de M Montagne
- 26 novembre : M. le Recteur est averti que j'avais donné à mes élèves « <i>des exercices de mathématiques ambigus et morbides</i> » ;	- Dans mon dossier administratif, on ne trouve aucune pièce en date du 26 novembre. Or, le Proviseur a déclaré que, dans l'après-midi du 25 novembre, il avait « <i>fait parvenir</i> » au Rectorat « <i>la copie d'énoncés d'exercices de mathématiques portant sur Dachau et sur les vaccination</i> ». Par conséquent, aucun doute ne saurait subsister : cette communication a dû être écrite ; il aurait donc dû en subsister une trace.

⁴⁰ Voy. son Mémoire en réplique devant le Tribunal administratif, pp. 1-2.

	- En outre, les déclarations du Recteur sont contra-dictions avec celles qu'a tenues M. Montagne le 13 février 1997, lorsqu'il a déclaré qu'en même temps que les des exercices, il avait fait parvenir au Rectorat le texte du manuscrit sur Oradour.
- 2 décembre : troublé par cette nouvelle, il diligente une inspection ;	
- 13 décembre : l'inspection a lieu ;	
- 16 décembre : Monsieur le Proviseur du LEP de Honfleur lui fait parvenir un nouveau rapport dans lequel il révèle que j'ai utilisé l'ordinateur du LEP pour élaborer des documents révisionnistes et que deux fax me sont parvenus via l'appareil du lycée. M. le Recteur affirme que ce rapport venait « conforter » les « soupçons suscités par ce [qu'il] savai[t] de l'activité pédagogique de Monsieur Reynouard » : « Je ne pouvais ne pas mettre en rapport ce que je commençais à percevoir de l'activité pédagogique de Monsieur Reynouard et une activité certes privée mais qui [...] utilisait le matériel mis à la disposition des enseignants pour leurs besoins pédagogiques ».	- M. le Recteur laisse croire que ce rapport lui donnait de nouvelles informations. C'est en contradiction avec les propos qu'a tenus M. Montagne le 13 février 1997, propos selon lesquels il « fait parvenir au rectorat dans l'après-midi du 25 novembre » le manuscrit d'Oradour auquel il avait « joint la copie du fax reçu ainsi que la copie d'énoncés d'exercices de mathématiques portant sur Dachau et sur les vaccinations ».

Une nouvelle fois, il est indéniable que, dans cette affaire, on a beaucoup menti.

3°) Le rapport de M. Picot daté du 16 décembre et concernant mes deux exercices donnés en « module » est apocryphe : il semble avoir été hâtivement rédigé chez le Recteur et en l'absence de... M. Picot

Dès le 16 janvier, dans un « Mémoire » envoyé à MM. Lucas, Montagne et Picot, j'ai mis en doute l'authenticité du rapport de M. Picot concernant les deux exercices que j'avais donnés en « module ». Dans ma requête introductive devant le Tribunal administratif de Caen, j'ai persisté en affirmant que ce « rapport » était « *apocryphe* ». Par conséquent, j'avais demandé au Tribunal de l'« *écarter [...]* et, ainsi, *écarter les accusations portées contre moi au sujet de ces deux "modules"* »⁴¹.

Afin de me répondre, M. le Recteur a écrit que ce document n'était qu'une « *annexe* » du rapport d'inspection de M. Picot. Il m'accusa d'avoir « *feint que cette annexe constitue le rapport* »⁴².

Cet argument devra être écarté pour les raisons suivantes :

1°) Lorsque, le 18 décembre (puis le 23 décembre), M. le Recteur m'a présenté les pièces qui fondaient les accusations portées contre moi, j'ai pu consulter :

- Une feuille volante à l'en-tête du LEP de Honfleur. Il s'agissait du rapport de M. Montagne en date du 16 décembre ; ce document était coté : F1.

- Quatre feuilles dont la première portait l'en-tête du Rectorat de l'Académie de Caen sans autre mention. Il s'agissait du document daté du 16 décembre et rédigé par M. Picot à propos des deux exercices de « module ». Sur la première feuille, cotée F2, on pouvait

⁴¹ Voy. mon mémoire introductif, p. 3.

⁴² Voy. le mémoire en réplique de M. le Recteur, p. 2 : « *Dans sa requête introductive d'instance, M. Reynouard ne restitue que la partie annexe — celle qui porte sur les deux exercices — du rapport de M. l'Inspecteur d'Éducation nationale de mathématiques. Il feint que cette annexe constitue le rapport* ».

lire le texte rédigé par M. Picot ; les trois autres feuilles étaient la copie des deux exercices attaqués. Elles étaient cotées F3, F4 et F5.

- Trois feuilles cotées F6 à F8. La première portait l'en-tête du Rectorat de l'Académie de Caen avec une mention supplémentaire : « Inspection de l'Enseignement Technique ». Au centre, on pouvait lire en lettres capitales : « Rapport d'inspection ». Il s'agissait du rapport d'inspection de M. Picot (F7) accompagné de la copie du cours que j'avais donné aux élèves de TCAS le jours de l'inspection (F6 et F8).

Par conséquent, rien ne laissait apparaître que le document coté F2 à F5 n'était qu'une annexe du rapport d'inspection de M. Picot.

Aujourd'hui, en outre, je reste persuadé que, contrairement aux allégations de M. Lucas, le compte rendu d'inspection ne comportait aucune annexe. Voici pourquoi :

2°) Le rapport de M. Picot sur les deux exercices de « module » précède, dans mon dossier, son rapport d'inspection : le premier est coté F2 à F5 et le second F6 à F8. Or, s'il s'était agi d'une simple annexe au rapport d'inspection, il aurait dû logiquement le suivre au niveau des cotes. Notons d'ailleurs que M. Lucas a accompagné son document remis au Tribunal d'une pièce (n° 1) qu'il qualifie de « *Rapport — dans son intégralité — de M. l'Inspecteur de l'Éducation nationale de mathématiques* ». Cette fois, le « *rapport d'inspection* » vient bien en premier et celui sur les exercices de « module » en second. Mais il s'en suit que les cotes sont dans le désordre : F6, F7, F8, F2, ..., F5.

3°) Dans son rapport d'inspection, M. Picot n'a pas mentionné l'existence d'une annexe. C'est contraire aux usages et cela prouve qu'il n'y avait aucune annexe à ce document. Je note d'ailleurs que sur le rapport de M. Picot concernant mes deux exercices de « module », la mention « annexe » ne figure pas.

4°) Signalons également que le document coté F2 à F5 :

- est rédigé sur un papier à en-tête qui diffère du papier utilisé pour le « rapport d'inspection » ;

- est rédigé avec une police de caractères différente de celle qui est utilisée dans le « rapport d'inspection » ;

- comporte une date (ce qui est déjà surprenant sur une annexe) alors que le rapport d'inspection n'en comporte aucune ;

- comporte, en haut à droite, le nom du rédacteur, ce qui serait très surprenant s'il s'agissait d'une simple annexe puisque celle-ci n'aurait pu qu'être rédigée par M. Picot, seule personne à qui M. Lucas avait demandé d'enquêter sur mes pratiques pédagogiques.

5°) Afin, j'appelle l'attention du Tribunal sur le fait que les documents originaux n'étaient pas agrafés ensembles. On le voit nettement sur la photocopie de la page F2 (trace de l'agrafe en haut à gauche, ce que l'on voit est bien l'agrafe en elle-même et non la marque qu'elle a laissé car s'il en était ainsi, on ne verrait que deux traces de trous) et sur la photocopie de la page F6 (trace de l'agrafe en haut à gauche, même remarque que précédemment). Le fait qu'il y ait deux traces d'agrafe démontre qu'il y avait, au départ, deux paquets de feuilles distincts.

Tous ces faits démontrent qu'en vérité, le « rapport » concernant les exercices donnés en module n'était pas, au départ, un annexe au compte rendu d'inspection de M. Picot. Il s'agissait d'un document indépendant.

Je rappelle d'ailleurs que, dans son arrêté de suspension en date du 19 décembre, M. Lucas n'a pas évoqué le « *rapport d'inspection* » de M. Picot ; non, il a mentionné « *le rapport de M. Picot [...] sur les exercices donnés à vos élèves* ». C'est très différent et cela démontre l'existence, au départ, d'un « rapport » indépendant du compte rendu d'inspection.

Mais alors, il est très étrange de constater que :

- La mention « Rapport » n'est mentionnée nulle part. Sous le rubrique « Objet », on lit uniquement : « Remarques à propos des exercices joints » (comparez avec le « Rapport Montagne »).

- Ce document est extrêmement laconique. Il n'est nullement rédigé comme devrait l'être un rapport. On notera notamment l'absence totale d'introduction où le rédacteur aurait rappelé qu'il s'agissait d'un rapport d'enquête sur les activités pédagogique de M. Reynouard rédigé à la demande de M. le Recteur. Son auteur aurait également dû expliquer comment il avait mené son enquête, combien de temps celle-ci avait duré, les circonstances dans lesquelles les exercices dénoncés lui étaient tombés entre les mains... Or, tout cela n'apparaît pas dans le document.

- Le document ne contient aucun nom de destinataire. Or, un rapport est toujours destiné à quelqu'un.

- Le document n'est pas signé, ce qui est impensable pour un rapport. On en déduit que n'importe qui peut l'avoir rédigé.

A mon avis, ce rapport a été rédigé, en hâte, le 16 décembre au Secrétariat particulier du Recteur et en absence de M. Picot (puisque'il ne l'a pas signé). Je fonde ma conviction sur la comparaison entre de document et la lettre de M. le Recteur au Ministère en date du 16 décembre⁴³. On s'aperçoit alors :

- que la police de caractère utilisée est exactement la même (style et taille) dans les deux cas ;

- que, si l'on superpose les deux en-têtes (de façon à ce que les « A » de « Académie » se correspondent), les noms des rédacteurs se superposent également

- que, dans le premier document (prétendu rapport de M. Picot), la distance entre « Enseignement scientifiques » et « OBJET : ... » est exactement la même que, dans la lettre du 16 décembre, la distance entre « Recherche » et « Monsieur le Conseiller ».

⁴³ Voy. annexe VI.

Ces trois faits démontrent que les deux documents ont été rédigés sur le même appareil, certainement en l'absence de M. Picot.

4°) Conclusion de la dernière partie

Aujourd'hui, j'estime que mon affaire a été artificiellement suscitée afin de protéger M. Lucas. En effet, je reste persuadé que les autorités me connaissaient depuis longtemps. Dans le Calvados, je suis un homme public : je ne cache pas mon militantisme révisionniste pour lequel j'ai eu de multiples procès dont la presse a parlé. Au LEP, en outre, mes élèves connaissaient mes ennuis avec la Police, certains m'avaient vu à la télévision en uniforme du PNFE. Tout cela se savait. Or, du côté de l'administration, on ne m'a jamais rien demandé, même lorsque, pour justifier une absence, j'ai dû apporter la copie du mandat d'amener que m'avaient délivré les Policiers qui étaient venus, un matin à 6 h., me prendre chez moi.

De même n'a-t-on, contre toute vraisemblance, rien dit lorsque l'exercice sur Dachau est tombé entre les mains des autorités.

Je reste persuadé qu'au Rectorat, on se contentait de constituer un dossier contre moi. Un dossier qui pourrait servir « au cas où ». Et justement, ce dossier, on l'a hâtivement ressorti en novembre lorsque, dans l'affaire du sujet d'Histoire au BEPC, le Recteur s'est senti en danger. En effet, il n'est pas sûr que ce sujet soit le résultat de l'ignorance de ceux qui ont participé à sa conception. D'après les déclarations de M. Vidal-Naquet, il était connu de tous les historiens que Martin Gray est un imposteur. Il est impensable que cet auteur n'ait pu être choisi comme référence et qu'aucune des commissions chargées de la validation du sujet ait tiré la sonnette d'alarme. Dans son article, E. Conan évoque (sans conclure) une « *intention perverse* ». Ce sujet aurait donc pu être élaboré par des personnes qui *savaient* mais dont l'objectif est de discréditer l'Histoire officielle de l'Holocauste.

Bien que nous puissions conclure, il est indéniable que le sujet du BEPC d'Histoire donné dans l'académie de Caen est « pain béni » pour les révisionnistes. Par conséquent, M. Lucas menaçait d'être, volontairement ou non, mêlé à un scandale révisionniste touchant les hautes autorités. Afin de se disculper, il aura voulu apparaître comme un antirévisionniste implacable. Et le meilleur moyen n'était-il pas de sortir mon dossier en me sanctionnant ?

Dans un premier temps, il n'était question que d'un blâme. Mais pour une raison que j'ignore, les choses ont été plus loin, trop loin ; les autorités ont même porté plainte devant le Tribunal correctionnel de Lisieux. Voilà pourquoi aujourd'hui, je me défends. Et je me défendrai jusqu'à ce que justice me soit rendue. Je fais mienne la devise d'un auteur américain qui, voilà plus de cent ans, a écrit :

Je suis honnête,
Je n'userai pas de faux-fuyants,
Je ne pardonnerai pas,
Je ne reculerai pas d'un seul pouce,
ET JE SERAI ENTENDU.

Conclusion générale

Dans cette affaire, je reconnais avoir commis une faute en utilisant l'ordinateur du LEP afin de recopier des texte privés sous une version plus puissante du logiciel « Word ».

En revanche, je m'estime innocent des autres accusations portées contre moi :

- je n'ai jamais utilisé le fax du LEP pour correspondre avec quiconque ;

- je n'ai jamais voulu entraîner mes élèves sur le terrain miné du révisionnisme ;

- les deux exercices proposés en module les 14 et 21 novembre 1995 aux élèves de la Terminale CAS avaient uniquement pour objectif d'éveiller leur esprit critique. jamais, durant ces deux séances ou même après, j'ai parlé des Juifs, des chambres à gaz homicides ou de l'Holocauste ;

- lorsque j'ai montré aux élèves d'une classe un livre révisionniste et un livre exterminationniste, j'ai agi en toute neutralité. C'était suite à une question d'élève et j'ai uniquement voulu leur apporter une information : l'existence d'une controverse sur l'existence ou la non existence des chambres à gaz homicides dans les camps hitlériens ; je n'ai pas répondu aux élèves qui me demandaient mon opinion sur le sujet ; j'ai pris soin d'enlever la page de garde du livre de R. Faurisson (où l'auteur m'avait écrit une dédicace) afin que personne ne puisse soupçonner ma position.

- en plus d'un an d'exercice, l'administration, qui m'a inspecté, n'a pu trouver que trois sujets qu'elle qualifie de « *morbides et ambigus* ».

- je remarque d'ailleurs qu'aucune plainte n'a jamais été portée contre moi ni par un élève, ni par un parent d'élève, ni même par un de mes collègues ;

- quant à M. Le Recteur, il a tout d'abord estimé (avant d'être mystérieusement retourné) que mes exercices ne méritaient qu'un blâme et que l'utilisation de l'ordinateur à des fins privées ne méritait rien d'autre qu'une surveillance accrue de mes agissements ;

- tant que j'ai pu travailler, je n'ai jamais causé des troubles de l'ordre public que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du LEP ; au contraire, j'avais la réputation d'être un professeur apprécié de ses élèves, qui n'était presque jamais absent, qui arrivait à l'heure et qui ne faisait jamais grève ;

- après l'éclatement de mon affaire, le soutien des élèves a été spontané ; je n'ai exercé aucune pression sur eux afin qu'ils organisent des grèves ;

- dans cette affaire, le trouble est venu des autorités qui m'ont suspendu brutalement, à la veille des vacances ;

- par la suite, deux enquêtes ont été menées afin de trouver des charges supplémentaire contre moi. J'ai démontré que ces enquêtes n'avaient aucune valeur. Trop peu de témoignages ont été recueillis et parmi eux, on en trouve qui sont soit orientés, soit flous, soit faux ; en outre, aucun témoin n'a été interrogé en ma présence, ce qui m'a mis dans l'incapacité de me défendre ;

- aujourd'hui, je reste persuadé que mon affaire a été artificiellement suscitée afin que M. le Recteur, ébloué par une affaire qui concerne un sujet d'Histoire « critiquable », puisse se protéger en apparaissant comme un « antirévisionniste » implacable ;

- en guise de preuve, j'ai exposé tous les mensonges et les zones d'ombre qui subsistent dans mon affaire (chronologies contradic-

toires, productions de documents apocryphes, présentation tendancieuse des faits par le Recteur et son Secrétaire...).

**EN CONSÉQUENCE,
JE DEMANDE MA RÉINTÉGRATION IMMÉDIATE
AU LEP DE HONFLEUR**

Honfleur, le 12 avril 1997

Méfiance !
ou
*petits exemples d'arnaques du grand public
sur des sujets médicaux*

Première partie

1°) En 1871, à Bonn, une épidémie de variole eut lieu. Les statistiques officielles des morts sont les suivantes :

	Chez les non vaccinés	Chez les vaccinés
Pourcentage de décès	50 %	12 %

D'après les statistiques officielles, la vaccination contre la variole protège-t-elle contre la maladie ?

2°) Voici les chiffres plus précis concernant cette épidémie de variole.

	Chez les non vaccinés	Chez les vaccinés
Nombre de cas recensés	4	112
Nombre de morts	2	13

Vérifiez que ces chiffres sont en concordance avec les statistiques officielles données plus haut.

Lorsqu'on connaît ces chiffres, peut-on dire que la vaccination a protégé les de la variole en 1871 ?

Deuxième partie

1°) Lors de l'épidémie de Poliomyélite (Polio) de Blackburn en 1965, 630 personnes furent exposées à la maladie (c'est-à-dire qu'elles avaient un risque de l'attraper). Les statistiques officielles furent les suivantes :

	Chez les non vaccinés	Chez les vaccinés
Nombre de décès	15	5

D'après ces statistiques, la vaccination a-t-elle bien protégé les gens de la polio ?

2°) Si l'on regarde les chiffres concernant cette épidémie, on constate ce qui suit.

	Non vaccinés	Vaccinés
Effectif	490	140
Nombre de morts	15	5

Calculez le pourcentage de morts chez les non vaccinés et chez les vaccinés.

Peut-on dire que, durant cette épidémie, la vaccination a protégé les gens de la polio ?

Troisième partie

1°) En Angleterre, le début de la vaccination contre la coqueluche date de 1950 et la généralisation du vaccin date de 1957.

Voici les chiffres de la mortalité par coqueluche en Angleterre tels qu'ils sont donnés par les autorités officielles.

Année	1950	1951	1952	1954	1956	1957	1958	1960	1962	1964
Nombre de morts	400	450	200	170	130	120	70	90	60	90

Tracez un diagramme en bâtons.

Que peut-on conclure de ces statistiques ?

2°) Les chiffres d'avant 1958 sont les suivants :

Année	1936	1938	1940	1944	1946	1948
Nombre de morts	1150	1050	800	1050	750	600

Tracez un diagramme en bâtons.

Que peut-on conclure de ces statistiques quant à l'efficacité de la vaccination ?

T CAS
Module

Le tableau ci-dessous donne des indications sur le nombre de morts qu'il y eut, chaque mois, au camp de concentration allemand de Dachau entre mai 1941 et août 1945.

	janv	fev	mars	avril	mai	juin	juille t	août	sept.	octob	nov.	dec.
1941					217	219	140	104	72	88	110	124
1942	142	102	66	95	87	84	177	478	319	207	375	364
1943	205	227	136	115	83	64	56	35	45	58	41	41
1944	53	90	344	133	76	73	96	212	220	378	944	1779
1945	2888	3977	3570	2203	1634	321	47	6				

1°) Construisez le diagramme en bâtons donnant le nombre de morts en fonction des mois.

2°) A l'aide du premier tableau, complétez le tableau suivant.

Période	Nombre de morts
01.06.1941-31.12. 1941	
01.01.1942-31.05. 1942	
01.06.1942-31.12. 1942	
01.01.1943-31.05. 1943	
01.06.1943-31.12. 1943	
01.01.1944-31.05. 1944	
01.06.1944-31.12. 1944	
01.01.1945-31.05. 1945	

Tracez l'histogramme correspondant à ce tableau.

3°) Après avoir complété le tableau ci-dessus, tracez le polygone des effectifs cumulés croissants relatif au nombre de morts par semestre à Dachau.

4°) A l'aide du polygone, répondez aux questions suivantes :

- a) Combien est-il mort de personnes à Dachau entre juin 1941 et mai 1944 ?
- b) Combien est-il mort de personnes à Dachau entre juin 1944 et juin 1945 ?

5°) Selon vous, pourquoi y-a-t-il eu autant de mort subitement à partir de d'octobre 1944 ?

6°) Le 29 avril, les Américains libérèrent le camps de Dachau. Voici des photographies qui montrent le spectacle qu'ils virent alors.

Selon vous, ces photographies sont-elles représentatives de ce qui s'est passé dans le camp de Dachau avant janvier 1945 ?

Situation n° 1.

[Annexe n° I]

Au cours d'un procès intenté dans les années 70 à la CIA, le Dr Gottlieb, cancérologue américain, a reconnu avoir, en octobre 1960, déversé une certaine quantité de virus dans le fleuve Congo (Zaire, Afrique) (voy. Dr Eva Lee Snead, *The Connection Between Cancer, AIDS, Immunizations, And Genocide*). Ce virus provoque notamment une maladie appelée en Afrique Kala-azar, dont les symptômes sont très proches de ceux du SIDA.

On considère que, placé dans les conditions régnant en Afrique centrale, le virus du Kala-azar s'est multiplié pendant plusieurs mois à un rythme tel qu'en une semaine, la population virale était multipliée par 5.

Questions : A supposer que le Dr Gottlieb ait déversé 500 000 virus dans le fleuve Congo :

1°)

- a) Quel était le nombre de virus au bout d'une semaine ?

$$500\,000 \times 5 = 2\,500\,000$$

- b) Même question au bout de deux semaines.

$$2\,500\,000 \times 5 = 12\,500\,000$$

- c) Même question au bout de trois semaines.

$$12\,500\,000 \times 5 = 62\,500\,000$$

2°)

- a) Complétez le tableau suivant :

Temps écoulé depuis que le déversement du virus dans le fleuve	Nombre de virus
Instant où le virus a été déversé	500 000
1 semaine	2 500 000
2 semaines	12 500 000
3 semaines	62 500 000

Notes.

u₁u₂u₃u₄

- b) Est-il possible de construire une suite dont les termes successifs représenteront l'évolution du nombre de virus dans le temps ? Si oui, quel est le type de la suite, quel est son premier terme et quel est sa raison ?

Suite géométrique -

$$u_1 = 500\,000$$

$$r = 5$$

$$u_n = u_1 \cdot r^n$$

$$(u_n = 500\,000 \times 5^n)$$

13°) A quoi était égal le nombre de virus huit semaines après le déversement effectué par le Dr Gottlieb ?

$$u_8?$$

$$u_n = u_1 \times q^{n-1}$$

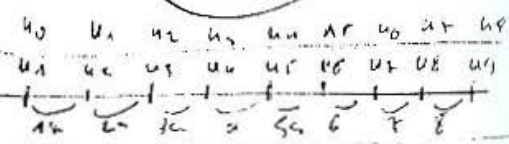
$$u_8 = u_1 \times q^8$$

u_1
 u_2
 u_3 plus l'impact
1^{er} terme.

at
du temps.

PROPOSÉ
C'est la même chose, c'est
de être abondant, c'est.

1983/1/1 x 10
ma probabilité



4°) La question : « A quoi était égal le nombre de virus vingt ans après le déversement effectué par le Dr Gottlieb ? » a-t-elle un sens ?

Plante d'un modèle
réthorique.

le clon ne décadit pas.

Nous c'est l'anté
mélange par un
Situation n° 2
Quelle idée est-ce de faire de ce document.

Le 1er avril 1985, Monsieur Alain a ouvert un C.E.L. (compte épargne logement). Sur ce compte, il a déposé 20 000 F. La rémunération du compte est de 3 % par an.

1°)

a) Combien y avait-il sur le compte de M. Alain le 1er avril 1986 ?

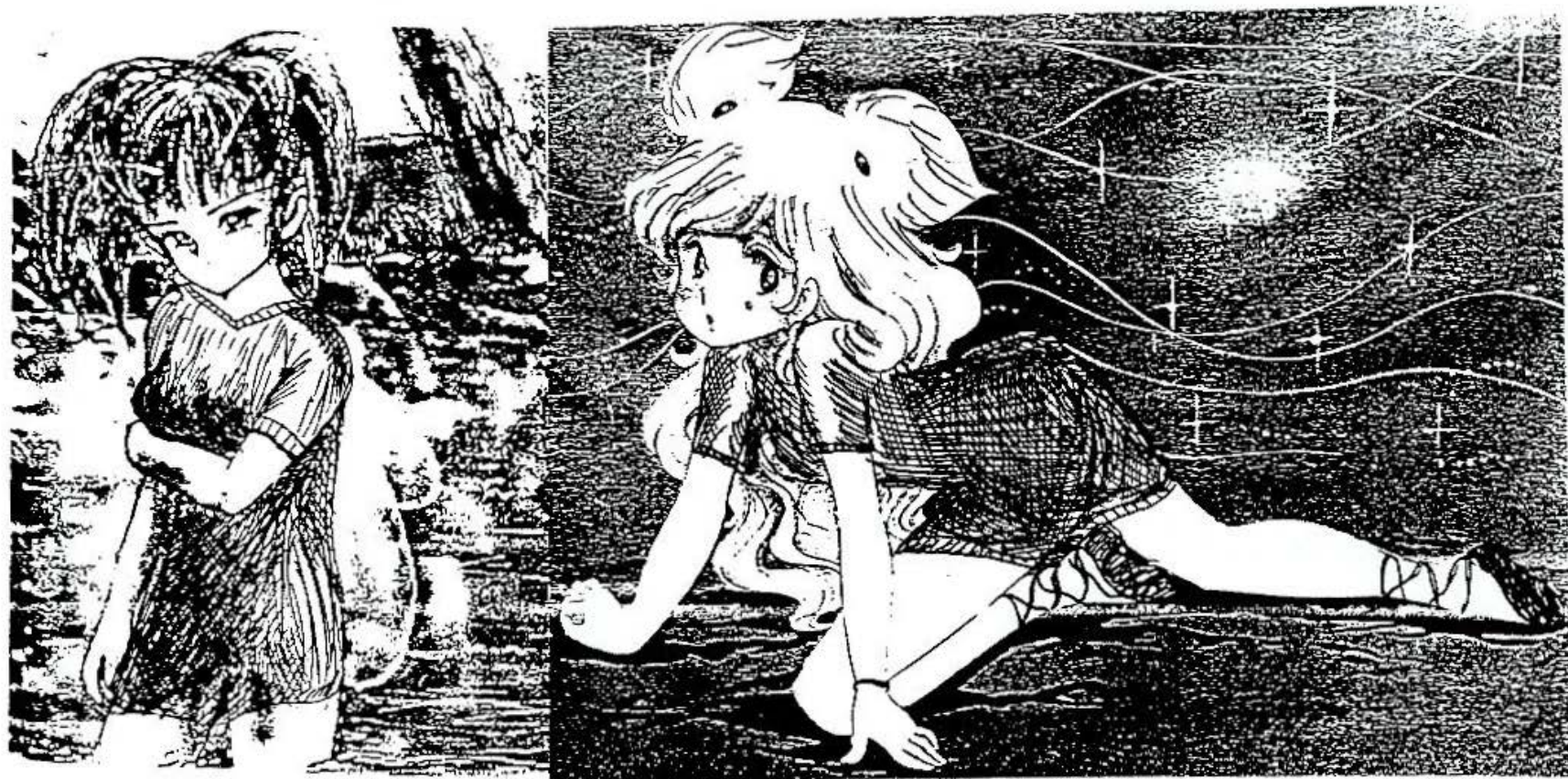
17h d
dates !!

b) Même question au 1er avril 1987

c) Même question au 1er avril 1988.

QUEL EST NOTRE ÂGE ?

Glyth et Katrella sont deux ondines. Pour qu'elles se présentent à vous dans leur habillement naturel (c'est-à-dire sans habit du tout), il faut déterminer les âges respectifs.



[Annexe II]

Glyth vous dit : « Si mon âge était deux fois celui que j'ai actuellement, nous aurions, à nous deux, 43 ans » Katrella poursuit : « Si ma sœur avait quatre fois l'âge qu'elle a actuellement, et que moi, j'avais trois fois l'âge que j'ai actuellement, nous aurions, à nous deux, 92 ans »

A l'aide de ces renseignements, arriverez-vous à voir Glyth et Katrella dans le habillement naturel ?



T BMA

[Annexe II]

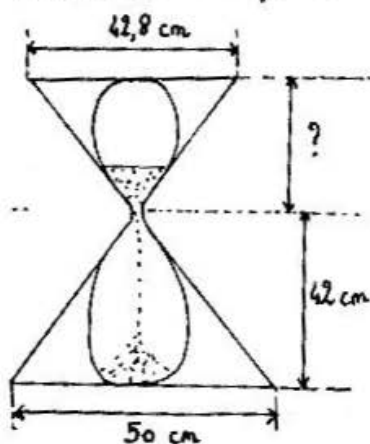
Devoir du 25. sept. 96

Durée : 55 minutes

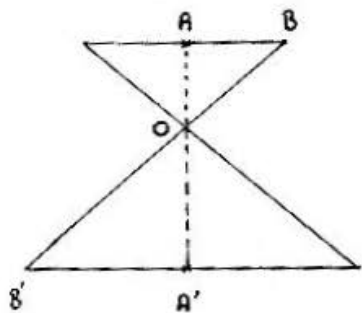
Partie A

I) Le sablier que tient la déesse du Temps au Japon n'est pas symétrique.

On veut déterminer la hauteur notée " ? ".



1) On dessine le schéma suivant :



A l'aide du théorème de Thalès, calculez la distance OA.

2) En déduire la hauteur totale du sablier.

II) Page ci-contre, vous apercevez l'adorable déesse japonaise du Temps; elle tient le sablier dont vous avez calculé la hauteur au I).

Question : A l'aide des résultats donnés ou trouvés au I et à l'aide du théorème de Thalès, déterminez la hauteur de la déesse.

シンデレ
タ・
ボ
ム



Partie B

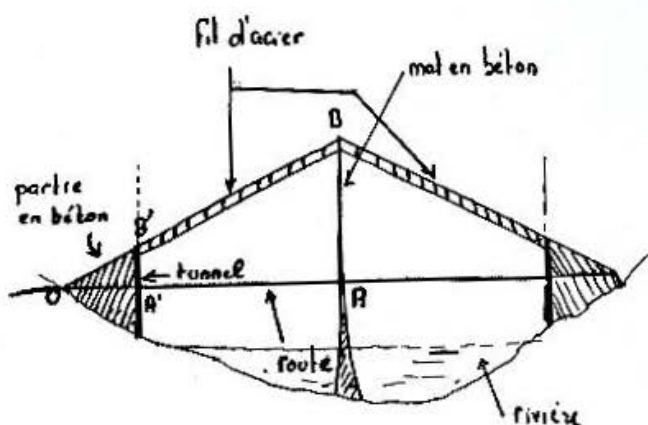
Voici le schéma d'un pont constant sur une rivière.

On donne :

$$OA = 200 \text{ m}$$

$$OA' = 30 \text{ m}$$

$$OB' = 40 \text{ m}$$



Question : Calculez la longueur du fil d'acier.

Partie C

A l'aide de Thalès, reproduisez ce rectangle à l'échelle $\frac{1}{3}$ (vous laisserez les traits de construction).

On donne $AD = 2AB$



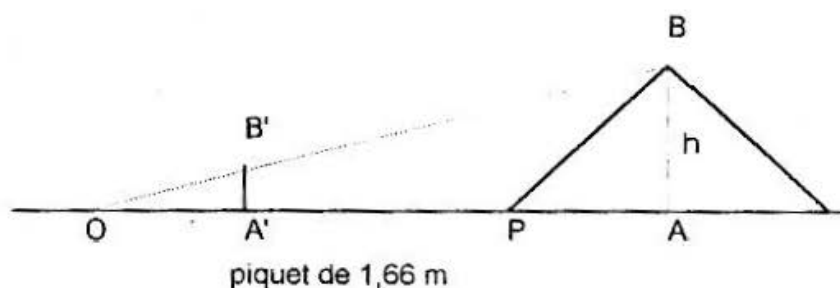
[Annexe III]

Thal 2

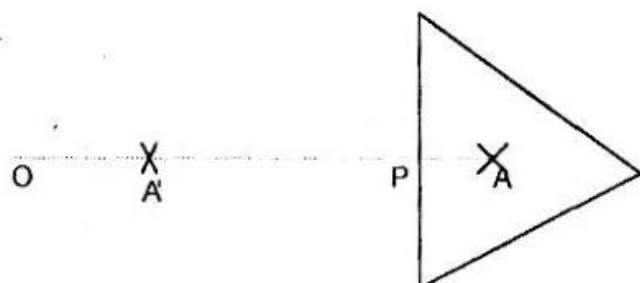
Pièce 3

Mesure de la hauteur de la pyramide du lycée à l'aide du théorème de Thalès

1°) Comment va-t-on procéder ?



2°) Problèmes pratiques rencontrés



3°) Mesures :

On va effectuer deux mesures :

OA'	OA

4°) Résultats

[Annexe IV]

Pièce X

19.5.95

Cher Vincent,

Vous avez été un prof excellent. Nous vous adorons tous et toutes. Vous nous manquerez beaucoup surtout que vous avez été très sympathique. Et nous vous décernons un oscar pour nous avoir supportés et également un oscar de gentillesse.

la classe de 2nd
coiffure 94.95.

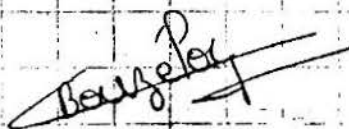
PS: Merci de nous avoir fait rire.

~~Mélodie~~
~~Nadège~~
~~Hardie~~
~~Sab D.~~
~~Céline~~
~~Ingrid~~
~~Sanchez A.~~
~~Laetitia~~
~~Delphine~~ la chimiste
~~Pierrette~~
~~Stephanie~~
~~Stanislas~~
~~Sabrina~~ chimiste
~~Valérie~~
~~Sandra F.~~

[Annexe V]

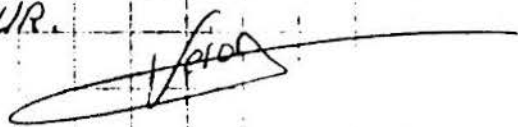
Je soussignée Mademoiselle BOUTÉLOC Vanessa,
25 cours Albert Manuel 14600 HONFLEUR
certifie que c'est spontanément et sans
aucune pression exercée par Monsieur
Vincent REYNOUARD que j'ai pris part aux
actions de soutien en sa faveur.

Fait librement et sans
contrainte le 9 janvier 1997 à
HONFLEUR.



Je soussignée Mademoiselle VERON Vanessa, ~~est~~ La
Bourge apt 199 le Canteloup 14600 Honfleur
Certifie que c'est spontanément et sans aucune pression
exercée par Monsieur Vincent REYNOUARD que j'ai
pris part aux actions de soutien en sa faveur.

Fait librement et sans
contrainte le 9 janvier 1997 à
HONFLEUR.



Je soussignée Mademoiselle BA Fatimata, la
Mouette apt n°2109 le Canteloup 14600 Honfleur
Certifie que c'est spontanément et sans aucune
pression exercée par Monsieur Vincent Reynouard
que j'ai pris part aux actions de soutien en
sa faveur Fait librement et sans contrainte
le 9 janvier 1997 à Honfleur

Je soussignée Mademoiselle Hunot Vanessa,
La Ferme du Canteleup pavillon 1 14600
Honfleur certifie spontanément et sans
aucune pression exercée par Monsieur
Vincent REYNUARD que j'ai pris part aux
actions de soutien en sa faveur.

Fait librement et sans contrainte
le 9 Janvier 1997 à HONFLEUR

Hunot

Je soussignée Mademoiselle Dubreuil Élodie
de Buquet 16 rue Pierre de Chauvin
14600 Honfleur certifie spontanément et
sans aucune pression exercée par
Monsieur Vincent REYNUARD que j'ai
pris part aux actions de soutien en sa
faveur.

Fait librement et sans
contrainte le 9 Janvier 1997
à Honfleur

Dubreuil

Je soussignée Mademoiselle Hourcade Delicia
38 rue Elise Harris Le buquet 14600 Honfleur
certifie spontanément et sans aucune
pression exercée par Monsieur Vincent
REYNUARD que j'ai pris part aux
actions de soutien en sa faveur

Fait librement et sans
contrainte le 9 Janvier 1997 à
Honfleur

Hourcade

Je soussignée mademoiselle Bury Virginie

58 rue St Léonard

14500 Honfleur

Certifie spontanément et sans aucune pression
exercée par Monsieur Reynouard que j'ai pris
part aux actions de soutien en sa faveur.

Le 03.07.97 A Honfleur

Bury Virginie

Je soussignée mademoiselle Berel Christelle

4 rue Abraham Martin

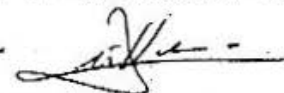
14600 Honfleur

Certifie spontanément et sans aucune pression
exercée par M^r Reynouard que j'ai pris
part aux actions de soutien en sa faveur

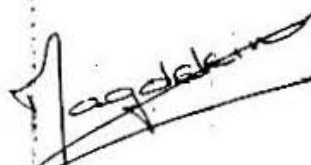
Le 09.01.97 A Honfleur

Berel Christelle

Je soussigné M^r Willem Damien
17-34 quartier du bois 14200 Hérouville
St Clair (interne au LP) certifie que
c'est spontanément et sans aucune
pression exercée par M^r Vincent
Reynouard que j'ai pris part aux
actions de soutien en sa faveur.

Fait librement et sans
contrainte le 09 janvier 1997
à Honfleur. 

Je soussigné Mademoiselle Magdelaine
Linda, 2 rue des chemin Vert 14000
CAEN (interne au LP) certifie que
c'est spontanément et sans aucune
pression exercée par M^r Vincent Reynouard
que j'ai pris part aux actions de soutien
en sa faveur.

 Fait librement et sans
contrainte le 9 janvier
1997 à Honfleur.

Je soussigné Mademoiselle Andrée Pamela de
Contebop la neg n° 2090 Honfleur certifie que c'est
spontanément et sans aucune pression exercée par
M^r Reynouard que j'ai pris part aux actions de
soutien en sa faveur.

Fait librement et sans contrainte
le 9 janvier 1997 à Hongleur

~~André~~

Je soussigné M^{lle} Dubreuil Tatiana
16 rue Pierre de Chauvin Le Buguet-
14600 Hongleur, certifie que c'est
spontanément et sans aucune pression
exercée par M^r Vincent Reynouard que
j'ai pris part aux actions de soutien
en sa faveur.

Fait librement et sans
contrainte le 09 janvier 1997
~~Dubreuil~~ à Hongleur.

Je soussignée M^{lle} Nathalie Kouine
4 avenue Jean Leclerc appartement n° 14600 Hongleur,
certifie que c'est spontanément et sans aucune
pression exercée par M^r Vincent Reynouard que
j'ai pris part aux actions de soutien en sa
faveur.

~~Nathalie~~

Fait librement et sans
contrainte le 09 janvier 1997
à Hongleur.

[Annexe VI]

ACADEMIE DE CAEN

LE RECTEUR

11,5 cm

Caen, le 16 décembre 1996.

Secrétariat Particulier

N° L4701 PL/CZ

LE RECTEUR D'ACADEMIE

à

Monsieur Jean-Pierre FREMONT
Conseiller Technique

Ministère de l'Education Nationale, de
l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche.

3,5 cm

Monsieur le Conseiller,

Suite à notre échange, j'ai l'honneur de vous adresser quelques pièces du dossier Reynouard.

J'ai maintenant l'intention de convoquer celui-ci en présence de son chef d'établissement pour lui signaler que je lui inflige un blâme à la suite du rapport d'inspection, et que je demande au proviseur de surveiller ses agissements et notamment l'utilisation qu'il fait des moyens de l'établissement.

J'aurai l'occasion de le faire inspecter au printemps.

Je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller, à toute ma considération.

Très cordialement

Ph. LUCAS



PICOT Guy
Enseignements scientifiques

3,5 cm

OBJET : Remarques à propos des exercices joints

-Les exercices des pages 1/3 et 2/3 (date du 14.11) ont un but clair : celui de bien installer l'idée qu'un "message officiel" falsifie la réalité.

On peut toutefois s'interroger sur l'aspect caricatural dû au manque de références précises (dans quelle mesure les références indiquées sont-elles réelles ?) et aux faibles effectifs concernés.

-L'exercice page 3/3 (date du 21.11) est beaucoup plus contestable. D'où sortaient ces nombres ? Quelle validité accorder aux éléments figurant sur ce document ?

Le plus grave réside dans la chronologie !

Après avoir bien installé que le "discours officiel falsifie la réalité", il s'agit de reproduire cette démarche sur un sujet dont on peut se demander quel est le rapport avec la réalité et le développement de l'esprit critique.

Cela semble particulièrement insidieux auprès d'adolescents qui n'ont peut-être pas les références culturelles pour appréhender la situation de cette époque.

On peut craindre le type de conclusion résultant d'une telle démarche quant à la responsabilité des décès en "camps de concentration" voire en "camps d'extermination"!!